

**Le journal
d'Arlette
Laguiller**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**LUTTE
OUVRIÈRE**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2283 - 4 mai 2012 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €

Quel que soit le président élu



Les travailleurs ne pourront compter que sur eux-mêmes



**26, 27 et 28 mai
La Fête de Lutte Ouvrière**

SOMMAIRE

Leur société

- p. 4 ■ Contre les licenciements, il n'y a pas de sauveur suprême
- Des milliers de postes supprimés à Carrefour
- Des milliards pour les banques, l'austérité pour les populations
- p. 5 ■ Quand Sarkozy tricolore
- Le Pen à la manoeuvre
- p. 6 ■ Procès Kerviel
- Fin des chèques ?
- L'UBS et les évadés fiscaux
- p. 7 ■ 1 700 euros par mois, c'est un minimum
- L'inflation masquée
- Crédits à la consommation

La Fête de Lutte Ouvrière à Presles

- p. 8/9

Il y a 30 ans

- p. 10 ■ La guerre des Malouines

Dans le monde

- p. 11 ■ Grèce : élections
- Pays-Bas : manoeuvres politiques
- Etats-Unis : Obama intensifie la guerre au Yémen
- p. 16 ■ Espagne : manifestations contre l'austérité
- Portugal

Dans les entreprises

- p. 12 ■ La Rochelle : grève des éboueurs
- SNCF équipements-Lyon
- Renault-Douai
- p. 13 ■ Continental-Clairoix
- Renault-Le Mans
- Toyota-Onnaing
- p. 14 ■ Technicolor-Rennes et Angers
- Louvre Hôtels
- Municipaux de Bourges
- p. 15 ■ Groupe ArcelorMittal
- Centrale nucléaire de Cattenom
- Cartonnerie de Bernos-Beaulac (Gironde)

• Air France

Moins de traductions, mais plus d'accidents ?

La loi du 4 août 1994, dite loi Toubon, du nom du ministre de la Culture de l'époque, fait obligation aux entreprises de fournir à leurs salariés une documentation en français pour tout ce qui se rapporte aux tâches qu'ils ont à accomplir. L'obligation vaut aussi dans le transport aérien, même si les pilotes, les hôtes et les stewards sont tenus, et ils reçoivent pour cela une formation spécifique, de pouvoir communiquer dans la langue commune de l'aviation civile mondiale, l'anglais.

Mais la loi est une chose, son application en est une autre. Et de fait, même dans les ateliers, les hangars ou en piste, il est bien rare que techniciens et ouvriers disposent d'une documentation technique en français. Quel que soit leur pays d'origine, les constructeurs d'avions et les industriels de l'équipement aéronautique fournissent toujours une documentation standard en anglais car ils produisent pour le monde entier. Bien sûr, pour ceux dont l'anglais n'est pas la langue maternelle alors qu'ils ont la charge d'entretenir ou de réparer les avions, cela peut poser des problèmes. Cela en pose même aux pilotes, pourtant habitués à manier cette langue, qui se sont plaints notamment de ne pas disposer en français d'une checklist d'avant envol : la liste des points à vérifier dans l'urgence d'un décollage.

D'ailleurs, dans les stages Facteurs humains (de risque) que la direction d'Air France a fini par faire suivre à son personnel, en commençant par les pilotes, elle indique : « L'utilisation de la langue anglaise par les salariés français dans des domaines aussi complexes que le transport aérien est accidentogène. »

Nul besoin d'avoir fait Polytechnique pour comprendre comment cela

peut générer des accidents : une pièce mal montée sur un moteur dont le plan était en anglais, un circuit électrique de bord mal compris parce que sa notice n'était pas en français ou un point de check-list mal interprété peuvent avoir des conséquences dramatiques.

Seulement voilà, si la non-traduction génère des accidents, la traduction génère des dépenses. Et Air France, qui n'a jamais vraiment appliqué la loi Toubon, a fini par considérer que faire encore plus d'économies sur ce terrain valait quelques entorses à la sécurité.

C'est ainsi qu'à point nommé pour la compagnie, le 22 mars, une nouvelle loi dite loi Warsman est intervenue pour exclure l'aéronautique du champ d'application de la loi Toubon.

En ne traduisant plus les notices techniques de travail et leurs indispensables mises à jour permanentes, Air France pourra donc faire des économies sans être dans l'illégalité. Les parlementaires ont exaucé les souhaits de la direction de la compagnie, au détriment de la sécurité des vols que les mêmes députés invoquaient, il y a quelques semaines encore, pour faire passer une loi anti-grève dans le secteur aérien.

Correspondant LO

Fête régionale de Lutte Ouvrière à Marseille



Dimanche 13 mai à partir de 11 h 30 Parc de Loisirs de Valabre à Gardanne

Navette gratuite de cars depuis Marseille, départ devant l'Inspection académique à 11 h, 12 h, 13 h, 14 h, et de la gare SNCF de Gardanne à 11 h 20, 12 h 20, 13 h 20 et 14 h 20.

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte Ouvrière en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 233 75865 PARIS CEDEX 18

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

Lutte Ouvrière
l'hebdomadaire

www.lutte-ouvriere-journal.org

Lutte Ouvrière
multimédia
(télé, radio, CLT)

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Lutte Ouvrière
audio

(version parlée de nos textes)
www.lutte-ouvriere-audio.org

La lettre d'information
hebdomadaire par e-mail

Abonnez-vous gratuitement

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal :Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

Le 1^{er}-Mai commémore un jour de combat, pas une confrontation électorale

Choisir le 1^{er}-Mai pour organiser un rassemblement électoral était une provocation de la part de Sarkozy et ressentie comme telle par les travailleurs. Ils l'ont montré en faisant des manifestations un succès.

Sarkozy n'a pas de quoi se vanter de la participation à son rassemblement. La droite comme l'extrême droite s'appuient sur une solide base de possédants petits et grands, bien réactionnaires, pour qui travailler c'est entreprendre et s'enrichir et à qui les seuls mots de « syndicat », « revendications », « mouvement ouvrier » donnent des boutons. Que Sarkozy les baptise les « vrais travailleurs » montre seulement la morgue de ce beau monde.

Le 1^{er} Mai a été choisi par la Deuxième Internationale comme Journée internationale des travailleurs, une journée de combat contre les possédants, une journée consacrée à l'unité de la classe ouvrière face à la classe capitaliste. Son histoire a été marquée par la fusillade de Fourmies, où neuf travailleurs sont morts pour avoir manifesté contre les ancêtres de ceux qui étaient, les uns au Trocadéro et les autres à l'Opéra.

La gauche réformiste a contribué au fil des ans à transformer une journée de combat en une innocente fête du muguet. Dans de nombreux pays, cela reste une journée de lutte !

Tous les commentateurs se sont évertués à transformer les rassemblements et les manifestations du 1^{er} Mai en sous-produits de l'affrontement électoral entre Hollande et Sarkozy.

Si, comme c'est vraisemblable, Sarkozy n'est pas réélu, l'électorat populaire y sera pour quelque chose. Mais son remplacement à l'Élysée sera probablement le seul motif de satisfaction pour les travailleurs. Car, pour le reste, le valet parti, restent les maîtres: le grand patronat, les banquiers, les grands groupes industriels et financiers qui ont fait la pluie et le beau temps sous la présidence de Sarkozy, comme ils l'ont fait sous celle de ses prédécesseurs et comme ils continueront à le faire sous celle de son successeur.

Et leur politique future n'est un mystère que pour les naïfs et les menteurs patentés. À titre individuel, les patrons capitalistes continueront à faire des économies sur le dos de leurs travailleurs en bloquant les salaires, en augmentant les cadences et le rythme de travail, en supprimant des emplois pour faire faire toujours plus de travail par tou-

jours moins de personnel. À titre collectif, le grand patronat, les marchés financiers exigeront du futur gouvernement une politique d'austérité pour les classes populaires, afin que l'État puisse leur consacrer toujours plus d'argent. Ils exigeront que soient vidées de contenu ou supprimées les quelques lois sociales qui protègent les travailleurs face à l'arbitraire patronal.

Les marchés financiers voudraient supprimer le contrat à durée indéterminée (CDI). Dans les faits, les patrons ont déjà commencé à le faire en multipliant les contrats précaires, mais ils voudraient bien que la précarité devienne la règle légale. C'est dire que, quel que soit le président, nous ne ferons pas l'économie d'une lutte. Dans cette période de crise qui rend plus féroce la lutte de classe menée par le patronat, aucun président ne protégera les intérêts des salariés. C'est impossible sans affronter le patronat. Que Sarkozy ne le veuille pas, c'est une évidence puisqu'il est l'homme du grand patronat. Hollande ne le veut pas plus, et il n'en aurait pas le courage. Non, les travailleurs n'ont rien à espérer du côté de l'Élysée ! Mais ils ont eux-mêmes la force collective de faire reculer le grand patronat. Le grand patronat n'établit pas son agenda de licenciements et de mesures antiouvrières en fonction du calendrier électoral. Combien de fermetures d'entreprises déjà annoncées, combien d'autres qui, sans être annoncées, sont déjà programmées ?

Il est indispensable qu'une fois les urnes rangées, les travailleurs oublient leurs divisions aussi bien en fonction de leur vote que, à bien plus forte raison et malgré la démagogie crasse de la droite et de l'extrême droite, en fonction de leur nationalité et de leur origine.

Ensemble, nous pouvons imposer au patronat l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous avec maintien du salaire. Nous pouvons imposer l'indispensable augmentation des salaires et des retraites et la protection de leur pouvoir d'achat par leur indexation sur les hausses de prix.

Ensemble, la classe ouvrière a la force et les moyens de contester la dictature des groupes financiers sur les entreprises, sur l'économie, et d'imposer un contrôle sur les comptes et les projets des entreprises. Nous avons la force d'imposer tout cela ! Apprenons à nous en servir efficacement !

• Logement

Le ralentissement de la hausse des prix ne change rien à la pénurie

Pendant que des familles ont toujours plus de mal à payer leur loyer ou à trouver un logement conforme à leurs besoins et à leurs moyens, les professionnels de l'immobilier continuent de planer sur leur petit nuage.

Pour eux, les affaires vont bien, très bien même, malgré une légère baisse des prix, purement statistique. Il faut dire que les prix ont atteint de tels sommets qu'ils pourraient baisser beaucoup tout en restant à des niveaux élevés, hors de portée

des ménages modestes. Depuis 1998, dans l'immobilier ancien, généralement moins cher que les constructions neuves, les prix de vente ont en effet grimpé de 161 %, rien que ça !

Ce qui est certain, c'est que l'offre de logements reste très inférieure aux besoins. Et cette pénurie organisée, qui participe à la hausse des prix, aussi bien à la vente qu'à la location, profite à tous ceux qui font leur beurre dans l'immobilier. Qu'il s'agisse des agences immobilières, des promoteurs et constructeurs privés, des propriétaires qui

spéculent sur le besoin de se loger, tous trouvent le moyen de faire de l'argent sur ce marché du logement, alors que ce droit élémentaire consistant à avoir un toit reste insatisfait.

Et plus les revenus des foyers baissent avec la montée du chômage et des prix, y compris celui des loyers ou des logements, plus le scandale du manque de logements pour les classes laborieuses devient insupportable. Prendre les mesures qui s'imposent ne serait pourtant pas difficile. Un gouvernement réellement préoccupé de s'attaquer

avec détermination au problème devrait immédiatement recenser toutes les habitations vides, les remettre en état si nécessaire, afin de les mettre à la disposition des familles en attente de logement. De même, la construction des centaines de milliers de logements sociaux qui manquent, selon les statistiques officielles elles-mêmes, nécessiterait de préempter les terrains disponibles, puis d'organiser tous les corps de métier nécessaires pour mener à bien les projets (architectes, maçons, constructeurs, peintres, etc.) et de conduire les travaux avec efficacité et

rapidité. Il faudrait pour cela créer un véritable service public du logement, passant outre à tous ceux qui ne voient dans la construction qu'une source de profits. Oui, on pourrait parfaitement se passer des services des Bouygues et autres profiteurs pour construire les logements qui manquent.

On en aurait alors fini du logement considéré comme un « marché » pour aller vers la satisfaction de ce qui est un besoin aussi élémentaire que l'air qu'on respire.

Lucienne PLAIN

Contre les licenciements, il n'y a pas de sauveur suprême

Les licenciements ont continué pendant toute la campagne de la présidentielle, mais la période qui s'ouvre n'annonce pas une accalmie, bien au contraire. On connaissait déjà des projets de suppressions d'emplois dans de nombreux secteurs, allant de l'électronique à l'automobile en passant par le transport aérien. Il était évident que les travailleurs de PSA ne seraient pas les seuls à avoir à s'opposer à un plan que leur direction entendait garder secret jusqu'aux élections

Tout comme la CGT de PSA avait révélé le plan de la direction de PSA, c'est cette fois FO qui a rendu public un plan de 3 000 à 4 000 suppressions d'emplois dans les hypermarchés Carrefour. Avec une certitude fondée sur les « remontées des cadres supérieurs syndiqués

chez FO qui ont vu des notes écrites, des plans », le syndicat précise que le plan en question touchera vingt personnes en moyenne par magasin, sur les 200 et quelques que possède la

Il est évident que Sarkozy ne va pas contrecarrer les plans

des patrons licenciés, quand bien même il ferait quelques promesses. Les sidérurgistes de Gandrange en savent quelque chose. Le 4 février 2008, Sarkozy s'était adressé à eux pour affirmer que l'État investirait, avec Mittal ou avec un repreneur, afin que l'usine reste ouverte. Un an après Gandrange fermait.

Quant à Hollande, il s'est gardé de tout engagement précis en faveur des travailleurs menacés. Interrogé le 28 avril par *Le Parisien* à propos des plans de licenciements restés cachés durant la campagne de la présidentielle, il s'est borné

à répondre : « Nous devons dire à ces entreprises que nous ne les accepterons pas sans réagir. » Sur France 2, le 24 avril, il restait toujours dans le flou : « Avant même que des décisions irréparables soient prises, je dois, je devrai intervenir », avait-il déclaré, ajoutant qu'il ne « laisserait pas s'abattre sur les Français un cortège de mauvaises nouvelles ».

De telles déclarations pourront peut-être donner l'illusion que le remplacement de Sarkozy par Hollande protégera les travailleurs menacés de licenciement. Mais ce qu'il faut souligner, c'est le manque de

précision de leurs engagements. Sarkozy, on sait ! On l'a vu cinq ans à l'œuvre. Mais Hollande s'est bien gardé de s'appuyer sur les abandons du « président sortant » pour dire qu'il empêcherait Carrefour, Citroën, Mittal de réduire leurs effectifs, en les obligeant à répartir le travail entre tous leurs salariés. Il préfère se contenter de phrases creuses.

Quand on sait que, lorsque ces politiciens s'engagent, ils ne respectent pas leurs engagements, on a tout à craindre quand ils ne promettent rien.

Jean SANDAY

• Carrefour

Des milliers de postes menacés

À l'approche d'un comité extraordinaire prévu le 10 mai, la menace du géant de la distribution Carrefour de tailler massivement dans les effectifs se précise.

Le groupe Carrefour emploie environ 471 000 salariés dans le monde et est le premier employeur privé du pays. Les syndicats, sur la base de documents écrits restés confidentiels, avancent le chiffre de 3 à 4 000 suppressions d'emplois, qui toucheraient environ 200 magasins et les sièges sociaux.

Les patrons de Carrefour avancent l'argument de mauvais résultats, le bénéfice

net ayant diminué en 2011 et les parts de marché étant en recul face notamment à Casino et Leclerc. Mais c'est oublier que le groupe reste numéro deux mondial du secteur et continue à être bénéficiaire. Il a fait 1 239 millions d'euros de bénéfices en 2008, 327 en 2009, 382 en 2010 et 371 millions d'euros en 2011, ce qui fait au total près de trois milliards d'euros en quatre ans. Les actionnaires de Carrefour, au premier rang desquels on trouve Bernard Arnault et le fonds Colony Capital, n'ont donc pas à se plaindre.

Les sommes colossales que brasse le groupe ont été

accumulées sur le travail des salariés dans le monde entier, dont les syndicats ont largement dénoncé les conditions de travail précaires et les bas salaires. Carrefour a même été condamné en 2011 pour avoir payé des salariés en dessous du smic, en intégrant dans la fiche de paye un temps de pause rémunéré...

Chiche avec les travailleurs, Carrefour sait être généreux avec ses dirigeants, même quand ceux-ci sont jugés responsables des « mauvais » résultats du groupe, comme l'ancien PDG Lars Olofsson. L'opacité la plus totale règne sur

ce qu'il va toucher mais, entre les stock-options, la retraite-chapeau, la clause de non-concurrence, etc., il ne sera sûrement pas à plaindre, même si Carrefour conteste le chiffre de 9,25 millions d'euros d'indemnités qu'Olofsson réclamerait.

Le 9 avril dernier, les salariés des hypermarchés Carrefour s'étaient mis en grève à l'appel des syndicats pour refuser l'augmentation salariale dérisoire de 1 % proposée par la direction. Si des milliers de suppressions de postes sont annoncées le 10 mai, il leur faudra s'engager dans la même voie.

Cédric DUVAL



Des milliards pour les banques, l'austérité pour les populations

Selon la presse, les autorités européennes s'interrogeraient sur la destination des 1 000 milliards d'euros que la Banque centrale européenne a prêtés pour une durée de trois ans et à un taux de 1 % – taux deux fois moins élevé que celui de l'inflation – aux banques européennes.

À l'origine, cette opération en deux temps – environ 500 milliards en décembre, et à nouveau 500 milliards en février – avait été présentée par Mario Draghi, président de la BCE, comme de nature à permettre aux banques d'une part d'ouvrir les robinets du crédit aux entreprises et aux ménages, donc de favoriser un redémarrage de l'économie, d'autre part d'acheter des obligations des États européens, donc de réduire

la pression sur leurs taux d'intérêt.

Si les milliards qu'elles ont empruntés à la BCE ont permis à des banques espagnoles, en achetant des obligations émises par l'État espagnol, et à des banques italiennes, en achetant des obligations de l'État italien, de faire baisser leurs taux d'intérêt, et donc de calmer le jeu de la spéculation, ce ne fut que pour un temps. Rapidement, avec la dégradation rapide de la

situation économique de ces deux pays, ils sont repartis de plus belle à la hausse.

Mercredi 25 avril, le président de la BCE reconnaissait, devant les parlementaires européens, que les liquidités déversées sur les banques « n'irriguaient pas l'économie réelle aussi rapidement qu'espéré ». C'est peu dire. Car, loin d'ouvrir les vannes du crédit, les banques les ont plutôt resserrées. Selon la BCE elle-même, globalement, le flux de prêts accordés aux entreprises en février a diminué... de trois milliards.

Alors, interroge la Commission européenne, qu'est-ce que les banques ont fait de cet argent ? Certaines dit-on

en auraient mis de côté une partie, d'autres s'en seraient servies pour rembourser des dettes. En fait, ce qui est significatif, c'est que personne, ni la BCE, ni la Commission, ni les gouvernements européens, n'en sait rien et, probablement, n'en saura rien, secret bancaire et commercial oblige. Et que tout cet argent a été prêté sans qu'aucune condition ni contrainte soit imposée aux banquiers. Comme l'écrit *Le Monde*, « à ce jour, aucun contrôle n'était prévu. Et, hormis le montant des prêts obtenus par chaque établissement, aucune autre donnée n'est connue. »

Les banquier, qui ne veulent pas investir dans une

économie – leur économie – sur laquelle ils ne parient pas un euro, ont pu et pourront donc en toute impunité utiliser cet argent pour spéculer sur les matières premières ou sur les dettes des États de la zone euro, au risque d'y aggraver encore la crise, comme ils l'ont toujours fait.

Pour justifier ce nouveau cadeau aux banques européennes, la BCE a invoqué la nécessité de relancer la croissance. Ce n'était qu'un prétexte. Les banques ont encaissé les milliards, mais l'économie a continué à plonger dans la récession, et les populations dans l'austérité et la misère.

Jean-Jacques LAMY

• « Droites »

Quand Sarkozy tricolorise...

Dans sa diatribe du 1^{er} Mai au Trocadéro, dans le très chic 16^e arrondissement de Paris, Sarkozy a opposé à plusieurs reprises le drapeau rouge des syndicats, symbole selon lui de violence et même, horreur des horreurs, de la lutte de classe, au drapeau tricolore. À croire que cette peur du rouge devient chez lui obsessionnelle.

Sans vouloir s'y attarder, rappelons que derrière ce drapeau bleu-blanc-rouge se sont produits bien des massacres et des atrocités. La liste est longue: de la Commune de 1871 aux boucheries de deux guerres mondiales, dont les listes qui figurent sur les monuments aux morts témoignent encore, en passant par les multiples expéditions coloniales de la France, qui en plus des morts qu'elles ont faits, ont laissé une partie de la planète exsangue.

Mais les thèmes choisis, par le représentant de la droite dans cette présidentielle, pour essayer de regagner du terrain sur son concurrent est une indication

sur l'attitude et le ton qu'adoptera cette droite au cas, assez probable, où elle se trouvera reléguée dans l'opposition. Une attitude hargneuse, haineuse, non seulement à l'égard de la nouvelle majorité aux affaires, mais aussi outrageusement antiouvrière, dans le sens le plus grossier et le plus méprisant de ce terme.

Car si le Parti socialiste dans l'opposition avait choisi de se montrer plutôt respectueux et policé à l'égard de l'UMP, limitant son opposition quasi exclusivement à des joutes verbales sur le terrain parlementaire, la droite battue dans les élections risque de se déchaîner, en développant une virulence démagogique sans bornes, n'hésitant

Le Pen à la manœuvre

Comme on pouvait s'y attendre, Marine Le Pen a refusé de choisir entre les deux candidats en lice pour le second tour de la présidentielle. Ce n'est évidemment pas là un refus de se situer hors de ce système qu'elle vilipende à longueur de journée.

pas à pratiquer les pires mensonges et les amalgames les plus osés, dont on a quelques échantillons aujourd'hui. Et ce d'autant plus que l'UMP se retrouve en compétition avec le FN. Et d'autant plus encore que les développements de la crise, eux aussi prévisibles, vont exacerber les tensions.

Cette situation était attendue. Et c'est pourquoi il a été important que s'affirme le plus nettement possible, sans la moindre finasserie tacticienne et électoraliste, une opposition claire qui prépare l'opinion ouvrière à combattre l'austérité que mettra inmanquablement en place Hollande. Mais s'opposer, dénoncer ne suffit pas. Car si la lutte est indispensable,

Elle parie sur l'échec de Sarkozy, qui aura pour conséquence pour elle et son parti l'éloignement de possibilités immédiates d'arrangements avec l'UMP ou avec une partie de ses notables. C'est pourtant cela qui lui permettrait d'accéder dans un premier temps à



encore faut-il en préciser les objectifs et les conditions. C'était le sens de la campagne de Nathalie Arthaud, du programme de lutte qu'elle défendait.

Et loin d'être dépassé une fois les urnes rangées, ce programme devient encore plus d'actualité.

Jean-Pierre VIAL

l'Assemblée nationale et, ultérieurement, à une participation ministérielle.

Du coup, elle entend, semble-t-il, mettre à profit son score du premier tour pour, comme elle le dit, «faire exploser la droite» et la recomposer autour du FN. Elle mise pour cela sur les élections législatives afin de peser en ayant pour objectif de débaucher des notables UMP, qui peuvent trouver de ce côté de l'échiquier politique un point de chute leur permettant de poursuivre leur carrière politique.

Si ce calcul se réalisait, le FN ne cesserait pas de constituer une menace pour le mouvement ouvrier et pour la classe ouvrière. Les idées qu'il véhicule sont dangereuses. Et cela, que l'extrême droite en garde l'exclusivité ou qu'elle les partage avec la droite dite classique.

J.-P. V.

• Frais de campagne 22 millions pour chaque candidat du second tour

En mars dernier, Nicolas Sarkozy avait qualifié de «grotesque» un éventuel financement de sa campagne présidentielle de 2007 par Kadhafi, alors au pouvoir en Libye. Aujourd'hui, il annonce son intention de traîner en justice le site d'investigation Mediapart après la publication d'un document faisant état d'une aide de 50 millions d'euros du dictateur libyen.

Il y avait déjà l'affaire Woerth, ancien trésorier de l'UMP soupçonné d'avoir reçu des fonds destinés à la campagne de Sarkozy en 2007, en provenance de Liliane Bettencourt, propriétaire de l'Oréal.

Ce qui ne fait pas de doute, c'est qu'à eux seuls les montants officiels des dépenses de campagne atteignent des sommes considérables, tant du côté de Sarkozy que de celui de Hollande. «On arrive au bout et il faut être extrêmement rigoureux», déclarait le responsable de l'organisation de la campagne de Hollande, admettant que celui-ci avait déjà frôlé le maximum de 22,509 millions d'euros autorisé par la loi. Au même moment Sarkozy n'avait paraît-il dépensé «que» 17 millions, mais le président-candidat était entré officiellement en campagne plus tard.

Aucun des deux candidats n'évoque de difficultés pour récolter de telles sommes, dont près de la moitié (47,5 %) est prise en charge sur les deniers publics. Ni Sarkozy ni Hollande n'ont de problèmes pour les dépenser. Selon les chiffres fournis par le Centre national du cinéma, de telles sommes équivalent à près de cinq fois le coût moyen d'un film de fiction, estimé à 4,7 millions d'euros. L'un comme l'autre ont donc besoin de faire beaucoup de cinéma pour masquer le vide de leurs propositions. Ce seront les capitalistes qui en écriront le scénario. Les classes populaires y tiendront le rôle de victimes. Mais elles pourraient créer la surprise en refusant d'être de simples figurants, pour entrer dans l'action.

Jean SANDAY

fil rouge

La politique tous les jours et partout

Sarkozy et ses ministres s'étranglent à l'idée que la CGT ait donné la consigne, plus ou moins nettement selon les endroits, de voter Hollande. Ce n'est pas le rôle d'un syndicat, disent-ils. Pour eux la politique serait réservée aux politiciens et à leurs amis, les patrons.

Eh bien non! Les ouvriers doivent faire de la politique, à l'usine, dans la rue, tous les jours. Mais avec leurs propres revendications.

Démagogie sans frontières

Dans son discours en multiplex du dimanche 29 avril, Sarkozy a répété plus de cinquante fois le mot «frontières» qu'il propose de renforcer tout en divisant par

deux l'immigration légale. C'est le refrain xénophobe qu'il ressort dans sa chasse éperdue à l'électeur lepéniste.

Il veut aussi «poser des limites aux spéculateurs» qui eux non plus ne connaissent pas de frontières, en renforçant les frontières... morales. En brandissant un crucifix?

Les banquiers doivent en trembler d'effroi!

• Étude démographique

Il faut baisser l'âge de la retraite

L'INED (Institut national des études démographiques) vient de communiquer les chiffres concernant l'espérance de vie de la population vivant en France en 2010. Bonne nouvelle: par rapport à 2008, l'espérance de vie progresse de six mois, atteignant 85,3 ans pour les femmes et 78,2 ans pour les hommes.

Mais là où les chiffres sont nettement moins bons, c'est pour l'espérance de vie sans incapacité, c'est-à-dire en bonne santé. De 2008 à 2010, elle a baissé de presque un an

pour tomber à 63,5 ans pour les femmes et 61,9 ans pour les hommes.

Le patronat et la droite ont récemment imposé un recul de l'âge de la retraite, le repoussant de 60 à 62 ans d'ici quelques années, et même de 65 à 67 ans pour être sûr d'avoir une pension à taux plein. Pour cela ils avaient prétendu que puisqu'en moyenne, on vivait plus vieux, il était normal de passer plus de temps à travailler, argument repris par les dirigeants du PS.

Le gouvernement avait notamment passé sous silence



le fait que les ouvriers vivent des années de moins que les membres des familles bourgeoises. À présent ce sont les chiffres officiels qui montrent que les travailleurs ne peuvent même plus espérer profiter de leur retraite sans incapacité.

Les progrès de la technologie et de la productivité devraient pourtant permettre de réduire le temps de travail. S'il n'y avait pas l'exploitation du travail humain, élément essentiel à la recherche du profit.

Lucien DÉTROIT

• Fin des chèques ? Le racket des banques

Un rapport du Comité consultatif du secteur financier (CCSF), rédigé entre autres par un ancien patron du Crédit agricole, recommande de réduire de moitié le nombre de chèques d'ici 2017 et de limiter l'utilisation des espèces.

Leur argument : cela coûte trop cher aux banques. Elles affirment que la délivrance des espèces leur coûte 2,6 milliards d'euros de charge annuelle et l'utilisation des chèques 2,5 milliards. Les organisations de consommateurs contestent ces chiffres. Vu l'informatisation du traitement des chèques, on serait loin des 50 centimes à un euro par chèque avancé par les banquiers. En 2010, la Cour des comptes chiffrait déjà le coût d'un chèque entre 15 et 40 centimes.

Cela fait des années que les banques cherchent à faire payer les chèques, sans succès. Maintenant elles essaient tout simplement de réduire leur utilisation au maximum. Elle y ont déjà réussi en partie, grâce à la généralisation de la carte bancaire, certes bien pratique mais qui coûte au consommateur un minimum de 30 à 40 euros par an. Quant à ces chèques « gratuits », s'il est vrai qu'elles ne les font pas payer au client, elles savent bien jouer sur leur valeur d'encaissement et les créditer sur un compte après un battement de deux ou trois jours pendant lesquels elles les font fructifier à leur profit.

Comme d'habitude, les banquiers pleurent la bouche pleine et invoquent une nouvelle réglementation européenne qui risquerait de diminuer leurs bénéfices, un risque qu'ils voudraient faire payer à leurs clients.

Non seulement l'obligation pour tous les salariés d'avoir un compte chèques offre aux banquiers des milliards à gérer, non seulement ils exigent que chaque client paie pour disposer de son propre argent, mais ils voudraient en plus supprimer les rares moyens de paiement encore non payants... et qui doivent le rester.

Sylvie MARÉCHAL

• Procès Kerviel

Quand le cave se rebiffe

Jérôme Kerviel, le trader condamné par la justice pour avoir fait perdre en 2008 à son employeur la Société générale 4,9 milliards d'euros, a riposté en déposant deux plaintes contre la banque.

Au moment de son procès, il avait été accusé de tous les maux : on lui reprochait même d'avoir menacé l'ensemble du système et d'avoir « porté atteinte à l'ordre économique mondial ». Il fut alors condamné à cinq ans de prison, dont trois ferme, et à verser à la Société générale le montant de sa perte, soit 4,9 milliards d'euros, 170 000 fois son salaire ! Grand seigneur, la Société générale avait renoncé à cette dernière disposition, de toute façon irréalisable.

Cette mise en scène avait surtout pour but de dédouaner la Société générale et même l'ensemble du système bancaire après la débandade de l'automne 2008, qui avait vu l'État voler au secours de ces banques en déroute, une opération pour laquelle des milliards avaient été utilisés. Le procès Kerviel, en 2010, venait donc à point nommé, jetant en pâture un bouc émissaire.

Mais Kerviel a fait appel et le nouveau procès arrive en juin. Il attaque à son tour la Société

générale pour escroquerie et l'accuse d'avoir caché au moment de son premier procès qu'elle avait récupéré 1,7 milliard d'euros sur les 4,9 milliards, par le biais d'un dispositif fiscal payé par l'État. La banque aurait donc majoré ses pertes pour l'enfoncer. Et c'est une nouvelle fois au contribuable que la note est présentée, puisqu'avant tout jugement l'État prévoit de renflouer n'importe quelle banque en cas de perte.

Kerviel ne s'arrête pas là. Il avait toujours affirmé avoir réalisé ses opérations hasardeuses sous couvert de sa hiérarchie. Il a déposé une plainte pour faux et usage de faux. Lors du procès, la Société générale s'était servie d'un enregistrement vidéo réalisé à l'insu de Kerviel, lorsque ce dernier avait été convoqué par sa direction pour

s'expliquer. Il accuse maintenant sa hiérarchie d'avoir tronqué la bande et d'avoir retiré de cette dernière les passages où il incriminait l'un de ses supérieurs.

La plupart de ces traders, lorsqu'ils prennent des risques, le font sous couvert de leur hiérarchie. Le krach de 2008 a montré à quel point les banquiers transforment les places financières en casino, en jouant avec l'argent de leurs déposants. Elles continuent de le faire aujourd'hui encore, comme le montrent les spéculations sur la



Kerviel (à droite) et son avocat.

dette des États. Si le second procès Kerviel peut lever un voile sur les agissements des banquiers, tant mieux. Mais ce sera aux travailleurs et principalement aux employés de banque de lever le secret bancaire et de faire le vrai procès des banquiers et de leurs actionnaires.

Aline URBAIN

Le Kerviel de Londres

De l'autre côté de la Manche, en Grande-Bretagne, c'est de nouveau un trader français, travaillant pour la banque américaine JP Morgan Chase, qui défraie la chronique. Il a été surnommé par ses confrères « la baleine de la Tamise ».

Il opère, sous couvert de sa hiérarchie, sur le marché des

credit default swaps (CDS), des produits financiers qui parient sur les risques de défaut de paiement d'un État ou d'une entreprise. Les positions que le trader occupe sont si importantes que ses concurrents sur les marchés financiers sont inquiets. Les sommes en cause se monteraient à 100 milliards de

dollars.

Cela montre une nouvelle fois que depuis la crise financière de 2008 rien n'a changé. Le marché financier est toujours aux mains des mêmes joueurs et de leurs commanditaires, prêts à faire sauter la banque pour s'assurer des profits immédiats !

A. U.

• L'UBS et les évadés fiscaux

Une banque accueillante

L'UBS (Union des banques suisses) est accusée, une fois de plus, d'avoir très activement favorisé la fraude fiscale de gros clients par des procédés totalement illégaux. Un journaliste de La Croix vient de publier un livre accusateur à ce sujet, intitulé Les 600 milliards qui manquent à la France.

À vrai dire, l'UBS ne serait pas responsable à elle seule des 600 milliards manquants, mais seulement, selon l'auteur, « d'un vingtième du volume global de l'évasion fiscale à partir de la France vers l'ensemble des paradis fiscaux, et pas seulement vers la Suisse ». Le montant total, 590 milliards exactement, se répartirait entre 220 milliards appartenant aux Français les plus riches et le reste aux entreprises. Le rythme de l'évasion

fiscale serait de 2,5 milliards d'euros par an et, pour sa part, UBS aurait soustrait 85 millions d'euros annuellement au fisc français, encore peu de chose somme toute par rapport au total.

Pour parvenir à ses fins, l'UBS entretiendrait en France 120 chargés d'affaires dont le rôle serait d'entrer en contact avec des personnalités riches (parfois en organisant des événements mondains) pour les persuader de placer leur argent à l'UBS, de façon illicite.

Pour n'être pas repérés, ces agents utiliseraient des procédés à la James Bond, comme des « fichiers vache » et des « carnets du lait », la vache à lait étant en l'occurrence le fisc français et en deuxième ligne l'ensemble de la population payant à la place des fraudeurs.

Un porte-parole de l'UBS proteste de l'honnêteté de la banque et déclare que l'établissement se réserve le droit de porter plainte contre l'auteur. Pourtant il faut rappeler

le fisc des États-Unis d'avoir accueilli illégalement plus de 50 000 contribuables américains, dont 7 500 ont été obligés de reconnaître leur « évasion ». Les États-Unis ont fait partiellement plier l'UBS en menaçant la banque de lui interdire toute activité sur leur territoire. L'UBS, après condamnation par un tribunal, a dû payer une amende de 780 millions de dollars. Une enquête a également été lancée en Allemagne.

L'Union européenne, elle, estime la fraude fiscale, bien au-delà de la seule UBS, à environ 2 à 2,5 % du PIB de l'ensemble des pays européens. Cela se traduirait pour la France par un montant de l'ordre de 40 à 50 milliards d'euros annuels.

Devant ce scandale, le parquet a été saisi. Et que fait-il ? Rien !

André VICTOR



que l'UBS a déjà été accusée il y a quelques années par

• Face à la hausse des prix

1 700 euros par mois, c'est un minimum

Près de deux personnes sur trois s'imposent des restrictions dans leurs dépenses, et une sur deux estime que ses conditions de vie se sont dégradées au cours de ces dix dernières années : voilà ce qui ressort d'une étude menée par le Credoc, un organisme analysant les conditions de vie de la population.

Les chiffres de l'Insee affirmant que le pouvoir d'achat moyen des Français a progressé en moyenne de 1,32 % par an depuis cinq ans sont contredits quotidiennement quand on fait ses courses ou son plein de carburant. Certains produits que l'on n'achète pas tous les jours, tels les téléviseurs, ont certes diminué. En revanche les prix des produits

alimentaires, de l'énergie, de l'eau, des loyers, etc., ainsi que le coût des dépenses de santé ont grimpé en flèche, absorbant la quasi-totalité des revenus modestes.

Ainsi, les 10 % des personnes les plus pauvres consacrent près des neuf dixièmes de leurs ressources aux dépenses contraintes que sont le logement, l'électricité, l'eau, etc., et aux dépenses incontournables comme la nourriture, les transports ou la santé, tandis que ces postes ne comptent que pour deux tiers dans le budget des 10 % des plus riches. Et comme les salaires les plus bas stagnent tandis que les prix flambent, de plus en plus de personnes sont obligées de se priver sur l'essentiel, la nourriture ou les soins, si elles veulent boucler

leur budget. Et encore, dans certains cas, cela ne leur est même plus possible.

Face à cette situation, que proposent les deux candidats à la présidence de la République? Les résultats de Sarkozy parlent d'eux-mêmes. Lui qui promettait en 2007 d'être « le président du pouvoir d'achat » a accru le nombre de pauvres dans le pays et, si jamais il est réélu, il n'envisage pas de donner le moindre coup de pouce au smic, permettant de limiter, sinon de compenser, la perte de pouvoir d'achat. Et sur les salaires il ne dit rien si ce n'est d'intégrer dans le salaire la prime pour l'emploi, jusque-là perçue avec un décalage d'un an, ce qui ne changera rien.

Hollande, lui, ne propose que quelques vagues mesures, pour la plupart non chiffrées,



visant à diminuer les dépenses contraintes, telles que l'encadrement des loyers, la tarification progressive de l'eau, de l'électricité et du gaz, le blocage, mais pour trois mois seulement, du prix des carburants, ou l'augmentation de 25 % de la prime de rentrée scolaire. Mais tout cela ne servira à rien si les prix continuent de grimper. Or il se garde bien de parler d'une hausse des salaires, à commencer par celle du smic qu'il envisage de lier à la croissance : le smic augmenterait de 0,5 % chaque fois que la croissance

prendrait 1 %. Etant donné l'approfondissement de la crise, la revalorisation des salaires telle que la conçoit Hollande n'est pas pour demain !

S'ils ne veulent pas voir se dégrader encore plus leurs conditions de vie, les travailleurs ne devront compter que sur eux-mêmes. Il leur faudra imposer qu'il n'y ait pas de salaires inférieurs à 1 700 euros net et une échelle mobile des salaires qui les indexerait sur les hausses de prix.

Marianne LAMIRAL

• L'inflation masquée

L'art de faire les poches des consommateurs

Les grands groupes de la distribution et les industriels de l'agro-alimentaire font mine de se faire la guerre des prix, chacun accusant l'autre d'être responsable des hausses.

Sous prétexte de lutter contre l'inflation, ils déploient aussi des trésors d'imagination dont l'objectif est de faire payer toujours plus les consommateurs. L'association 60 millions de consommateurs dénonce dans son numéro de mai des pratiques qui auraient vu le jour

en 2008-2009, au moment de la flambée du prix de nombreuses matières premières. Pour que les augmentations des prix soient réelles tout en n'apparaissant pas sur l'étiquette, les capitalistes du secteur ont alors choisi de réduire la quantité de produit.

Aujourd'hui la formule a fait recette. 60 millions de consommateurs donne l'exemple des sirops Teisseire, dont le contenu est passé de 75 cl à 60 cl, et cite le Carrefour de Breuillet dans l'Essonne où le prix a baissé de cinq centimes, ce

qui correspond en fait à une augmentation du prix au litre de... 23 %. Une autre technique consiste à annoncer une nouveauté comme cette pizza de la marque Buitoni « encore plus savoureuse » dont le prix n'a pas baissé, voire a même augmenté, alors que la pizza ne pèse plus que 570 g contre 600 g avant. Autre astuce commerciale : le paquet de Chocapic de la marque Nestlé contient maintenant 15 % de céréales chocolatées en plus mais, selon Nestlé lui-même, le prix au kilo a augmenté de 17 %. Le

même Nestlé a réussi à réduire de 900 g à 800 g les boîtes de lait en poudre Guigoz et Nestlé Nidal, en créant un compartiment séparé pour y mettre une cuillère-mesure. Résultat, le paquet a la même hauteur que les boîtes de la concurrence et Guigoz se félicite d'avoir maintenu ses parts de marché.

60 millions de consommateurs épingle d'ailleurs le groupe Nestlé, numéro un mondial du secteur, en indiquant que plus de la moitié des marques qui pratiquent cette inflation masquée (Buitoni,

Mousline, Chocapic, Herta, etc.) appartiennent à ce trust.

Cette entourloupe ne concerne pas que les aliments. Même aux WC l'inflation peut se cacher dans... le diamètre du cylindre de carton au centre du rouleau de papier hygiénique. Une marque a élargi de 4 mm le diamètre de ce rouleau, et le poids du paquet est passé de 765 g à 699 g.

Décidément, pour tromper les consommateurs, les capitalistes savent rivaliser avec le plus minable des escrocs.

Cédric DUVAL

• Crédits à la consommation

Les banquiers font toujours la loi

Une enquête de l'association de consommateurs UFC-Que choisir montre que la loi Lagarde sur le crédit à la consommation, entrée en application il y a un an, en mai 2011, est peu et mal appliquée. Elle n'a pas empêché les banquiers-usuriers de sévir.

La loi Lagarde a été présentée, à l'époque, comme devant mettre fin aux abus et aux excès du crédit à la consommation et prévenir le surendettement. Étaient particulièrement visés les crédits dits renouvelables souscrits plus ou moins

volontairement – et plutôt moins que plus – par l'intermédiaire de cartes de fidélité assorties de rabais proposés sur les lieux de vente.

Dans les faits, la loi s'est bornée à exiger des sociétés de crédit un certain nombre d'obligations d'information de l'emprunteur potentiel. Selon l'UFC-Que choisir, ces obligations sont loin d'être toujours respectées, quand elles ne sont pas purement et simplement ignorées, en particulier en ce qui concerne la commercialisation des crédits renouvelables, véritables pièges pour les ménages insolubles. Même quand

ces obligations légales sont respectées, elles ne suffisent d'ailleurs pas à elles seules à constituer une protection du consommateur.

D'après les statistiques de la Banque de France, depuis l'entrée en application de la loi Lagarde le nombre de ménages surendettés n'a pas diminué, il a au contraire continué à augmenter : de plus de 6 % en un an. Avec pour cause principale les crédits renouvelables : en 2011, 78 % des dossiers de surendettement traités par la Banque de France avaient ce type de crédit pour origine. Loi Lagarde ou pas, les établissements de crédit

ont continué à faire leur beurre sur le dos des emprunteurs, et en particulier des plus pauvres. Selon l'UFC, le taux des crédits renouvelables peut atteindre 20 % pour des petits montants, petits pour la banque, mais gros pour les emprunteurs. À ce niveau, ce n'est plus du crédit, c'est de l'usure. Mais la loi Lagarde ne prohibe pas ces taux usuraires.

L'UFC a porté plainte contre cinq sociétés de crédit, dont Sofinco, filiale du Crédit agricole, Cetelem, filiale de BNP Paribas, et Cofinoga, filiale des Galeries Lafayette, pour non-respect de la loi Lagarde. Pour

le même motif, cinq associations locales de l'UFC ont engagé des poursuites contre des magasins comme Carrefour, But, Fly et Cora.

Cela dit, même si elle était entièrement appliquée, la loi Lagarde ne constituerait pas une véritable protection des emprunteurs contre l'avidité des banquiers usuriers. En fait, pour cela, il faudrait, comme le réclame l'UFC-Que choisir, interdire purement et simplement la vente de crédit renouvelable sur le lieu de vente. Et ce serait la moindre des choses.

Jean-Jacques LAMY

Plus que trois semaines et notre Fête ouvrira ses portes pour les trois jours du week-end de la Pentecôte, à Presles dans le Val-d'Oise.

Notre Fête, c'est l'occasion de se retrouver dans un cadre champêtre pour un grand rassemblement populaire et fraternel. C'est aussi l'occasion de se distraire, de s'instruire, de déguster de nombreux plats, d'assister à des spectacles variés sur plusieurs scènes, mais aussi dans les allées.

Notre Fête est aussi bien sûr une fête politique, qui affirme ses idéaux communistes et internationalistes. Alors, pour ceux qui le souhaitent, c'est l'occasion d'échanger des idées, de participer à de nombreux débats, de rencontrer des militants

de Lutte Ouvrière, mais également d'autres courants de France et d'autres pays.

Aujourd'hui, nous ne connaissons pas encore le vainqueur de la présidentielle. Et pendant la Pentecôte, nous ne saurons pas encore quelle majorité sortira des élections législatives. Mais, quel que soit le président, quelle que soit la majorité parlementaire, le contexte de crise où le patronat impose aux travailleurs la dégradation de leurs conditions de vie et de travail sera présent. Et la Fête sera l'occasion de discuter des moyens de se préparer aux luttes qui seront nécessaires au monde du travail pour imposer ses revendications.

Alors à bientôt, sous le signe de la fraternité!



Commandez vite vos cartes d'entrée !

Les cartes d'entrée sont disponibles au prix de 12 euros pour les trois jours. Sur place, à la Fête, leur tarif sera de 15 euros. L'entrée est gratuite pour les enfants de moins de 14 ans accompagnés. Des bons d'achat d'une valeur de 5 euros mais vendus 4 euros, utilisables sur tous les stands de la Fête, sont également disponibles.

Vous pouvez vous procurer cartes et bons d'achat, soit auprès de nos camarades, soit en écrivant à :

Lutte Ouvrière - BP 233 - 75865 Paris Cedex 18

Indiquez, dans votre courrier, le nombre de cartes et de bons d'achat demandés, et joignez un chèque du montant voulu à l'ordre de Lutte Ouvrière. N'oubliez pas d'indiquer l'adresse où expédier cartes et bons et votre téléphone. Envoi franco.

Navettes gratuites pour venir à la Fête

Pour venir à la Fête, le plus commode sera de prendre les cars gratuits qui partiront du métro Saint-Denis-Université, terminus de la ligne 13, et qui vous déposeront à l'entrée de la Fête. Ces cars fonctionnent aux mêmes horaires que la Fête: elle ouvrira le samedi 26 mai, à partir de 11 h, jusqu'au soir à 23 h, puis sans interruption du

dimanche matin à 9 h jusqu'au lundi soir à 20 h.

Si vous venez en voiture, il faut faire attention: la ville de Presles est petite et le stationnement des voitures y est difficile.

La Fête est également accessible par le train depuis la gare du Nord. La gare de Presles est à 900 mètres de la Fête.

Tout savoir sur la Fête sur Internet
fete.lutte-ouvriere.org

La Fête de Lutte Ouvrière



Meetings sur le grand podium
Dimanche et lundi à 15 heures:
Allocutions de Nathalie Arthaud

Au Grand podium

SOUAD MASSI
folk rock algérien.



Auteur, compositeur. Les chansons de son dernier album écrit en collaboration avec Francis Cabrel sont un hymne à la mixité et à la tolérance.

BLANKASS
Chansons rock



Mélange de chanson française, accordéon et rock rebelle.

LES GRANDES BOUCHES
Chansons festives et militantes

* **LEDA ATOMICA MUSIQUE:**
«Crashashocac! L'extraordinaire histoire de l'argent et de la crise»

* **BERNARD MEULIEN** raconte
Gaston Couté et Fernand Deligny

* **CANELA Y COCO** - Salsa

* **LA CIE SOLEIL DE NUIT**
chante Prévert - Cabaret lyrique

Ce trio issu du collectif Motivés livre une chanson métissée aux textes caustiques à souhait.

LA CARAVANE PASSE
Électro-rock balkanique



Groupe déjanté de musique tzigane, de rap-world, de ska et d'électro-rock

DJELI MOUSSA CONDÉ
Chansons groove de Guinée

Joueur de kora et chanteur à la voix puissante qui a collaboré avec Manu Dibango, Salif Keita et Mory Kanté.

THE BARETTES
Pop des Sixties

Deux chanteuses américaines aux voix harmonieuses s'accompagnant à la guitare.

* **MARC HAVET** - Chanteur têté utopiste assumé

* **LISE DELLAC** - Chansons folk des années 60

* **QUINTET JEF SICARD:**
«REMEMBER CHARLIE MINGUS»

* **FRÉDÉRIQUE** - Chanson maritime et celtique

JAGAS
Rock français engagé

Militantisme musical avec des chansons coup de poing empreintes de révoltes

FANDJANGO jazz manouche quartet



Swing et chansons

SOUL POWER Soul Rhythm'n'blues

Ces chanteurs et musiciens jouent un répertoire varié pour nous faire vibrer au son d'une rythmique énergique forte d'une section de cuivres.

* **LIGHT IN THE FACE** - Pop rock

* **THE VERY HOT BROTHERS**
- Rhythm'n'blues

* **THE MOONLIGHT SWAMPERS**
- Reprises country et rock

* **La Cie LES MOYENS DU BORD:**
«Mozart est là»

* **BLUES NON STOP**

Les débats

Emmanuel Blanchard, auteur de *La police parisienne et les Algériens (1944 - 1962)*

Thomas Bouchet présentera le livre de Charles Jeanne *À cinq heures nous serons tous morts!* sur la barricade Saint Merry, (5-6 juin 1832)

Myriam Boussahba-Bravard, conseillère historique du film «*Suffragettes, ni paillasons ni prostituées*»

Olivier Bouzy historien, auteur de *Jeanne d'Arc, l'histoire à l'endroit...* pour mettre à bas quelques contre-vérités historiques

Catherine Coquery-Vidrovitch, historienne, spécialiste de l'histoire de l'Afrique noire

Didier Daeninckx dont les romans s'inspirent aussi bien des répressions organisées par l'État français contre les communistes que contre les peuples colonisés **Marcel Dorigny** sur Toussaint Louverture et la révolte des esclaves d'Haïti

Jean-Luc Einaudi sur son enquête *Pour l'exemple, l'affaire Iveton*, militant communiste condamné à mort et exécuté pendant la guerre d'Algérie

Elsa Fayner, réalisatrice du documentaire «*Nucléaire, une bombe humaine*»

Lef Forster, avocat, sur le coût de la justice et les difficultés des petites gens pour se défendre

Yannick Kergoat, un des réalisateurs du film *Les nouveaux chiens de garde*

Serge Halimi, auteur du livre et du film *Les nouveaux chiens de garde*

Gilles Manceron et Henri Pouillot, auteurs du livre: *Le 17 octobre 1961 par les textes de l'époque*

Jean-Jacques Marie, pour son dernier livre *Lénine, La Révolution permanente*.

Éric Michel pour son roman *Pacifique*, sur les destins croisés d'un communiste, d'un révolté kanak et d'un combattant kabyle

Nicolas Offenstadt, historien, sur le Moyen âge et sur l'écriture de l'Histoire

Jérôme Palteau, réalisateur du documentaire *Les Conti*, avec la présence d'anciens grévistes de l'usine

Pierre Schoeller, réalisateur du film *L'Exercice de l'État*

Gilbert Sinoué auteur de romans sur le Moyen-Orient aujourd'hui: *Le souffle du jasmin, le cri des pierres*

Valere Staraselski: l'actualité de Jean de La Fontaine avec son livre *Le maître du jardin: dans les pas de La Fontaine*

Sylvie Thénault, historienne, auteur de: *Algérie: des événements* à la guerre: *idées reçues sur la guerre d'indépendance algérienne*



Carrousel de la connaissance

Un spectacle audio-visuel de 45 minutes:
Histoire de la monnaie, des coquillages à la carte à puce

Village médiéval

Parmi les artisans qui ont installé leurs échoppes au village médiéval, les maîtres verriers vous initieront au délicat travail du verre qui aboutit à la création d'un vitrail. Comment, à partir de grains de sable, vont naître des merveilles de verre dignes des plus belles cathédrales. Les jeunes apprentis repartiront récompensés d'un diplôme de peintre verrier.

Mais le Village médiéval, c'est aussi des démonstrations d'escrime, la mise en armure d'un chevalier, des danses médiévales, le jugement dernier d'un croisé, Blaise de Mauvert, tué en 1099 lors de la Première croisade, et le soir en nocturne le spectacle des voleurs de feu.

À la Cité des Sciences

le samedi

Bertrand JORDAN, généticien: «*Les apports de la génétique à propos des prétendus "races humaines"*»

Robert HALLEUX, historien des sciences et des techniques: «*Comment la science moderne est née au XVI^e siècle du savoir des artisans*».

Patrick BERCHE, médecin et historien: «*L'art d'explorer le corps humain, de l'Antiquité à Laennec*»

Ranka BIJELJAC-BABIC: psycholinguiste: «*Le langage dans le cerveau: comment les enfants bilingues acquièrent les langues?*»

le dimanche

Arkan SIMAAN, physicien et historien des sciences: «*La construction scientifique de l'univers*»

Xavier DUPORTET, biologiste: «*La biologie de synthèse: fabriquer du vivant... Un exploit, dans quel but?*»

Robert BAROUKI, toxicologue:

«*Jusqu'à quel point l'environnement peut-il nuire à notre santé?*»

Étienne KLEIN, physicien: «*L'univers a-t-il connu un instant zéro?*»

Pierre FONTES, physicien: «*Expériences de physique avec jouets et objets de la vie quotidienne*»

le lundi

Marie-Christine MAUREL, biologiste: «*Comment la vie a pu apparaître sur notre planète: les pistes actuelles*»

Vincent COUDÉ du FORESTO, astronome: «*De nouveaux mondes: les planètes hors du système solaire*»

Francis GRANER, physicien: «*Son et lumière dans une tasse à café et autres expériences de physique dans la cuisine*»

Jean-Luc PIEL-DESRUIS-SEAUX, chirurgien et historien: «*L'outillage et la vie des hommes de la préhistoire*».

Marc PESCHANSKI, biologiste, «*La révolution épigénétique: l'hérédité au-delà des gènes*»

Les mini conférences

Pour tous les goûts, pour toutes les curiosités, une trentaine d'exposés faits avec passion par des conférenciers. Chacun dure une heure, avec projections et démonstrations.

- Quelques titres choisis au hasard:
- Relativité: Einstein peut-il excuser nos retards?
 - Massage cardiaque, défibrillation, ensemble on peut ressusciter les morts
 - Comment a-t-on compris que la Terre tourne, ou Copernic était-il grec?
 - Hasard et coïncidences: les mathématiques contre le paranormal
 - Du pop corn préhistorique au pop corn transgénique: histoire de la domestication du maïs
 - Qu'est-ce que l'intelligence artificielle?
 - Comment la génétique peut-elle aider à comprendre le peuplement de la planète?
 - Les espèces vivantes, drôle de filiation

Une exposition des photos d'Élie Kagan

L'exposition des photos d'Élie Kagan (1928-1999), photographe engagé à l'extrême gauche, porte sur deux thèmes:

«*17 octobre 1961, une journée portée disparue*», sur la manifestation violemment réprimée par la police et longtemps occultée sera commentée par l'historien Jean-Luc Einaudi.

«*Algérie 1963*» est un reportage fait à l'occasion du séjour du photographe pour témoigner des espoirs que l'indépendance engendrait. Elle sera commentée par le journaliste et photographe Georges Châtain.

Exposition prêtée par la BDIC de Nanterre

L'Arboretum

Au sein du parc, un Arboretum, avec plus de cent espèces différentes d'arbres a été aménagé, permettant plusieurs promenades commentées, chacune d'environ 50 minutes.

- **L'arbre, quel être étonnant!**
- **L'arbre, quelle histoire!**
- **Les différentes façons de reconnaître un arbre, en utilisant ses cinq sens.**
- **L'arbre et les poètes.**

Cinéma les films

L'ordre et la morale de Mathieu Kassovitz

L'exercice de l'État de Pierre Schoeller

Les neiges du Kilimandjaro de Robert Guédiguian

Le Havre d'Aki Kaurismäki

Le cochon de Gaza de Sylvain Estibal

The artist de Michel Hazanavicius

Avoir 20 ans dans les Aurès de René Vautier

Louise Wimmer de Cyril Mennegun

Toutes nos envies de Philippe Lioret

Welcome in Vienna d'Axel Corti

les documentaires

Les nouveaux chiens de garde de Gilles Balbastre et Yannick Kergoat

Les Conti, de Jérôme Palteau

Uranium, l'héritage empoisonné de Dominique Hennequin

Suffragettes, ni paillasons ni prostituées de Michèle Dominici

À l'ombre de la République de Stéphane Mercurio

Nucléaire, une bombe humaine de Elsa Fayner.

Sur la guerre d'Algérie

Octobre à Paris de Jacques Panijel (1961)

Ici on moie les Algériens de Yasmina Adi

Trouffons de Thierry Demaizière et Alban Teurlai

Le parcours dans les arbres

Un parcours aérien, où les aventuriers peuvent se déplacer d'arbre en arbre... à plusieurs mètres de hauteur. Tout cela se déroule en toute sécurité. Le parcours est homologué et sous le contrôle de moniteurs diplômés.

Conditions d'âge et de taille - 4 euros le parcours.

Pas de vente de tabac

Il n'y aura pas de vente de tabac à la fête, l'administration n'acceptant plus les débits de tabac temporaires.

Fumeurs, prenez vos précautions

• 2 avril-20 juin 1982

La guerre des Malouines entre les généraux argentins et le gouvernement Thatcher

Il y a trente ans, en 1982, la junta militaire argentine tentait, sans succès, de reprendre les îles Malouines à l'État britannique. Situées à 480 km des côtes de l'Argentine, elles devraient légitimement revenir à Buenos Aires, ou en tout cas à l'Amérique latine, ce qui mettrait fin à une tutelle coloniale britannique qui dure depuis 1833 – une revendication qui vient d'ailleurs d'être relancée par la présidente Cristina Kirchner avec d'autant plus de ferveur qu'on y aurait découvert du pétrole. Mais en 1982, alors qu'on on y élevait surtout des moutons, la revendication argentine allait entraîner une guerre absurde.

Quand la junta militaire cherche une diversion

En 1981, la dictature militaire au pouvoir en Argentine depuis 1976 était en perte de vitesse. Elle voulait jouer sur les sentiments anti-impérialistes, profonds dans un pays longtemps sous la tutelle de la Grande-Bretagne puis des États-Unis, pour tenter de détourner le mécontentement de la population et retrouver une popularité. Ces sentiments se manifestèrent avec d'autant plus de force que le conflit, une fois engagé, entraîna un soutien à la couronne britannique de la part de toutes les grandes puissances impérialistes.

L'invasion fut programmée pour avril. En prologue, le général-président Galtieri fit envahir le 26 mars la Géorgie du Sud, à 1 400 km au sud-est des Malouines. Le 2 avril, engins d'assaut et commandos débarquaient aux Malouines, et le lendemain le gouverneur britannique et ses maigres troupes capitulaient. Ce résultat déclencha à Buenos Aires une véritable liesse. Tous les

partis politiques, y compris les péronistes et le Parti communiste, par ailleurs tous interdits, s'alignèrent derrière la junta militaire. La CGT péroniste et l'extrême gauche péroniste (les Montoneros) firent de même. Et cela, alors que la junta avait assassiné des milliers d'opposants, syndicalistes de la CGT, militants et sympathisants des Montoneros ou du Parti communiste. Trois jours avant l'invasion, le 30 mars, des manifestations de la CGT contre la dictature avaient même été réprimées brutalement, avec des morts et des blessés et deux mille arrestations, dont celle du secrétaire de la CGT. Mais le 2 avril bureaucrates syndicaux et représentants des partis d'opposition se rendirent à l'invitation du général Galtieri et appelèrent les travailleurs à fêter l'invasion.

La contre-offensive britannique

Avant de se lancer, la junta avait déduit du retrait des troupes britanniques des Malouines quelque temps



Soldats argentins débarquant aux Malouines.

auparavant (pour des raisons budgétaires) et d'une modification de la loi sur la nationalité, défavorable aux résidents britanniques des îles, que la Grande-Bretagne ne lèverait pas le petit doigt pour celles-ci.

Le calcul était erroné. Une fois l'invasion enclenchée, le Premier ministre britannique du moment, Margaret Thatcher, fit un raisonnement symétrique.

Même si le temps de l'Empire britannique était depuis longtemps révolu, elle jugea qu'elle pouvait s'offrir une démonstration de force à bon compte et sans grand risque dans le contexte des Malouines. Aussi dénonça-t-elle l'agression d'une dictature (on a vu depuis qu'elle pouvait être moins regardante à ce sujet, quand elle offrit plus tard sa protection au général chilien Pinochet rattrapé à Londres par la justice espagnole) et lança une expédition militaire pour reprendre le contrôle des îles.

Les dirigeants européens se solidariserent avec Thatcher. En revanche les dirigeants américains hésitèrent entre le soutien au Royaume-Uni ou à une junta très active contre « l'influence communiste » en Amérique latine. Finalement, Reagan se déclara en faveur de la Grande-Bretagne et les États-Unis lui offrirent leur assistance. En France, Mitterrand soutint Thatcher et lui livra des informations confidentielles sur les avions et missiles vendus à l'Argentine. Les forces britanniques, en route vers les Malouines, purent faire escale à Dakar après s'être entraînées en Bretagne.

Le 25 avril, l'armée anglaise put reprendre la Géorgie du Sud. Le 1^{er} mai, les attaques aériennes contre les

Malouines commencèrent. Le 2, le croiseur argentin *General Belgrano* fut coulé, causant plus de 300 morts. Le 4 mai, un destroyer britannique était coulé par un missile français Exocet, sans que cela ralentisse l'intensité des attaques britanniques. Le 21 mai, 5 000 soldats britanniques débarquèrent. La bataille fit rage et 1 400 soldats argentins furent faits prisonniers. Le 1^{er} juin, les effectifs britanniques doublièrent et le 11 juin, l'assaut était donné à la garnison argentine de Port Stanley. Enfin, le 14 juin, 10 000 soldats argentins se rendaient et la souveraineté britannique était rétablie. Cette guerre de 72 jours, conduite dans des conditions difficiles sur ces îles très froides, fut terminée le 20 juin, après avoir tué 255 Britanniques et 649 Argentins. Ce succès permit à Thatcher et aux conservateurs d'être réélus en 1983

Aujourd'hui, l'impérialisme britannique est toujours aux Malouines où il n'a rien à faire. Si du pétrole y a été découvert, il serait juste qu'il profite d'abord aux peuples des pays d'Amérique latine, en aidant à leur développement au lieu d'aller encore enrichir les compagnies britanniques. Pour autant rien ne justifiait, hier, de s'aligner derrière la junta militaire qui restait une dictature antiouvrière, même si elle s'opposait sur un point à la puissance britannique.

La lutte contre l'emprise des trusts impérialistes sur l'économie des pays d'Amérique latine reste à mener, mais elle n'a rien à voir avec le triste substitut que la dictature argentine a voulu en offrir avec son aventure militaire aux Malouines. C'est une des luttes que la classe ouvrière de ce continent devra mener, en commençant par s'en prendre aux intérêts

À droite, le navire britannique Sheffield touché par un missile Exocet made in France.



Au sommaire de

LUTTE DE CLASSE N° 143 (avril 2012)

- **Le vote Nathalie Arthaud**: exprimer la permanence des idées du communisme révolutionnaire
- La construction européenne sous la menace de la crise
- **Libye**: le bilan de l'agression impérialiste
- **Irak**: la guerre américaine pour le pétrole n'en finit pas
- **Afrique**: l'accaparement des terres agricoles et le développement de la faim: l'impérialisme toujours à l'œuvre
- **Inde**: la longue marche des partis communistes vers le réformisme

Prix: 2 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,60 euro



• Grèce

La population n'a rien à attendre des élections

Le 6 mai, des élections anticipées ont lieu aussi en Grèce pour élire les 300 députés de l'Assemblée nationale. Il devrait en sortir un nouveau gouvernement pour remplacer celui de Lucas Papademos, successeur non élu du socialiste Papandréou.

Papademos a été propulsé en novembre 2011 à la tête d'une coalition de la droite (Nouvelle démocratie), de l'extrême-droite (Laos) et de la gauche (Pasok) en raison de ses compétences techniques d'ancien vice-président de la Banque européenne, comme le plus apte à rassurer les marchés et à imposer un nouveau plan d'austérité décidé par la Troïka (FMI, Banque européenne et Union européenne).

Le plan a été voté par l'Assemblée. Les députés y ont gagné en impopularité et un certain nombre ont fait défection de leurs partis d'origine pour créer de nouveaux groupes parlementaires. Bien qu'ils aient perdu, à eux deux, environ 35 % de leur électorat, d'après certains sondages, la Nouvelle démocratie et le Pasok resteraient les partis les plus importants. Mais, quels que soient leurs résultats réels, leur différence n'est sûrement

pas dans leur programme.

Antonis Samaras, chef de la Nouvelle démocratie, plaide pour davantage de privatisations et pour une baisse de l'impôt sur les entreprises. Il promet de rétablir les retraites les plus faibles et les allocations aux familles nombreuses, de soutenir les éleveurs, de soulager les emprunteurs, de n'ajouter aucun nouvel impôt. Tout cela serait payé par la réduction du gaspillage et des déficits des entreprises publiques. Talonné par une extrême droite plus virulente, surtout dans sa fraction non parlementaire, il multiplie aussi les déclarations contre l'immigration devenue selon lui « une invasion sans armes », pour le renforcement de la police, de l'armée, de l'Église.

Evangelos Venizélos, qui a succédé à Papandréou à la tête du Pasok, promet lui aussi qu'il n'y aura pas de nouvelle taxe et que les taxes extraordinaires déjà votées seront progressivement réduites ou supprimées. Il promet des mesures spécifiques pour les petits salaires et les retraités, un renforcement de l'État social et la création de 1 500 emplois pour les jeunes. Il veut se concentrer sur les « réformes structurelles » pour avoir un État moins coûteux et ouvrir des professions « pour que chacun puisse



accéder librement aux activités économiques».

Mais que signifient 1 500 emplois – à supposer qu'ils existent un jour – quand un jeune sur deux est au chômage? Que signifie cet « accès à la libre entreprise » quand des centaines d'entreprises, petites ou moyennes, mettent la clé sous la porte? Que signifie cette promesse de ne pas créer de nouvel impôt quand les plans votés par la droite et la gauche ont déjà vidé les poches des salariés? Quant aux réformes structurelles, à la lutte contre le gaspillage, tout cela a toujours

annoncé des suppressions de postes, en particulier dans les services publics.

La situation économique est dramatique. La fréquentation des soupes populaires augmente régulièrement. D'après le dernier rapport de l'OCDE, les revenus auraient baissé en moyenne de plus de 25 % pour la seule année 2011.

Les élections ne peuvent pas changer la vie mais, dans un pays aussi laminé par la crise, les promesses des politiciens sont encore plus dérisoires et démagogiques.

Sylvie MARÉCHAL

• Pays-Bas

Manœuvres politiciennes et austérité

Aux Pays-Bas, le gouvernement du Premier ministre chrétien-démocrate Mark Rutte prévoyait, dans son projet de budget 2013 en discussion depuis des semaines, de diminuer les dépenses publiques de 14,4 milliards d'euros, en amputant en particulier les budgets sociaux. Tout cela pour ramener le déficit budgétaire sous le plafond de 3 % du PIB l'année prochaine. Mais pour voter ces mesures antipopulaires, qui ressemblent à ce que font bien d'autres gouvernements en Europe, il avait besoin du soutien du très mal nommé Parti pour la liberté (PVV) du leader d'extrême droite Geert Wilders. Or celui-ci, en chute brutale dans les sondages, a refusé de cautionner ces mesures.

Après avoir soutenu au Parlement le gouvernement pendant un an et demi, Wilders espère maintenant se refaire une santé en faisant campagne contre le « diktat de Bruxelles » et pour la sortie de l'euro. Cela a conduit à la démission, le 23 avril, du gouvernement de Mark Rutte, qui n'avait pas trouvé d'autre appui parlementaire, et à l'annonce de nouvelles élections législatives anticipées pour début septembre.

Ce mélodrame parlementaire n'a pas empêché que trois jours plus tard, le 26 avril, il se trouve au Parlement une coalition hétéroclite de plusieurs partis, allant des conservateurs au parti écologiste de la Gauche verte et rouge, pour approuver un plan d'austérité de 12,3 milliards d'euros présenté par le même Mark Rutte, qui continue de gérer les affaires courantes jusqu'au prochain scrutin. Et ce plan reprend une

grande partie des mesures du plan précédent : gel des salaires des fonctionnaires, relèvement du taux de TVA de deux points, entrée en vigueur plus tôt que prévu de l'âge de la retraite à 66 ans, économies dans le domaine de la santé.

Aujourd'hui, selon les sondages les plus récents, tous les partis qui ont gouverné récemment seraient en recul et ce serait le Parti socialiste, une organisation d'origine maoïste, qui verrait ses suffrages augmenter de façon significative et pourrait peut-être jouer un rôle clé dans une future coalition gouvernementale. Alors, tant mieux si les partis qui ont soutenu à un titre ou à un autre les plans d'austérité appliqués depuis des années prennent une claque dans les urnes. Mais dans le programme du Parti socialiste (intitulé *Des Pays-Bas meilleurs avec moins d'argent*)

on trouve pêle-mêle, à côté d'une dénonciation du « capitalisme de casino », une critique de l'euro, la mise en cause des élites, une augmentation du nombre de policiers, la lutte contre les embouteillages, la défense des animaux à fourrure, la légalisation de la culture du cannabis, etc. Bref, un salmigondis destiné à rassembler des voix tout azimut, mais pas à armer les travailleurs avec des revendications claires, pour faire face à la période difficile qui s'annonce.

Aux Pays-Bas comme ailleurs, un avenir favorable pour la population laborieuse ne sortira pas des urnes mais de sa capacité à se défendre pour ne pas payer la crise à la place de ceux qui en sont responsables : les banques et le grand capital industriel et financier.

Henri MARNIER

• États-Unis

Obama intensifie la guerre au Yémen

Obama a accordé début avril à la CIA et aux militaires américains une plus grande latitude dans l'utilisation des drones pour frapper les membres supposés d'Al-Qaïda au Yémen. Jusqu'à présent, les drones ne pouvaient viser que de hauts responsables nommément identifiés d'Al-Qaïda. Désormais les cibles n'ont plus besoin d'être des responsables identifiés : il suffit que la CIA ou les militaires américains soient convaincus que ce sont des personnes qui se livrent à des activités terroristes ou antiaméricaines.

Il faut donc s'attendre à une multiplication d'assassinats par des drones et à une multiplication des bavures dont les populations civiles sont victimes.

Ce n'est pas cela qui tarira le recrutement d'Al-Qaïda, bien au contraire. D'ailleurs l'organisation s'est renforcée après que l'un de ses chefs, Anwar al-Alex, a été tué ainsi en septembre dernier. Selon le *Wall Street Journal*, certains au Yémen considèrent que les frappes des drones constituent « un puissant outil de recrutement pour Al-Qaïda et ses alliés ».

Obama fait ainsi la guerre sans exposer directement les soldats américains. Il a intensifié les opérations au-dessus du Pakistan et les a étendues au Yémen. Sous prétexte de mener la guerre au terrorisme, il sème la mort parmi les populations civiles mais en même temps il sème la haine et le désir de vengeance aux quatre coins du monde.

Obama est tout autant va-t-en-guerre que ne l'était Bush, au service comme lui de l'impérialisme américain.

D.C.

• Renault – Douai Cinéma patronal

À Renault Douai, les directeurs ont l'habitude d'organiser des grandes messes pour s'adresser à tout le personnel de l'usine (5 000 travailleurs actuellement) en plusieurs réunions.

Cette année, fin avril, les réunions du directeur avaient clairement pour objectif de dramatiser au maximum la situation, dans la perspective de l'arrivée de nouveaux modèles, ceux que Renault appelle les 15/40, c'est-à-dire des modèles vendus actuellement entre 15 000 et 40 000 euros.

En plus du Scenic, l'usine devrait produire à partir de 2014 les futures remplaçantes des modèles haut de gamme. Tout cela se prépare, du point de vue patronal, en exigeant du personnel qu'il se donne à fond, qu'il se surpasse, qu'il arrive à l'excellence, on en passe et des pires.

La direction ayant choisi de miser sur la concurrence inter-usines du groupe, elle a expliqué « qu'on était derrière Nissan à Sunderland en Angleterre et Palencia en Espagne, pour l'instant, mais l'objectif est de passer devant ». Le directeur avait apporté un film à l'appui de ses dires, un montage présentant la même opération (habillage d'une porte et pose d'un rétroviseur) filmée dans les trois usines. En surimpression, trois chronomètres qui donnent le temps. Et à chaque fois, c'était Douai qui perdait la course!

Le message est clair: il faudra travailler plus, plus vite, et mieux.

L'effet sur les travailleurs présents n'était pas celui recherché. Cela fait des années que la direction organise des chantiers Kaizen, à savoir des pseudo-études destinées soi-disant à améliorer le travail en le réorganisant, mais qui aboutissent à chaque fois à supprimer des postes et alourdir la charge de travail de ceux qui restent.

De nombreux débrayages ont eu lieu, assez suivis, pour lutter contre ces chantiers Kaizen. Alors, la direction peut remballer son cinéma!

Correspondant LO

• La Rochelle (Charente-Maritime)

Grève illimitée des éboueurs contre Urbaser et la CDA

Depuis le 17 avril, 52 éboueurs de la CDA (Communauté d'agglomération) de La Rochelle sur 57 sont en grève pour les salaires et pour la sécurité.

En janvier 2011, la CDA avait confié la collecte des ordures à une nouvelle société, Urbaser, filiale d'un grand groupe du BTP espagnol, qui s'est immédiatement attaqué aux salariés.

Les heures supplémentaires (obligatoires) ne sont plus payées mais récupérées, avec perte de la prime de panier et de la prime de salissure ces jours-là. La pause de vingt minutes pourtant prévue dans le contrat de reprise par Urbaser n'est plus payée.

Les éboueurs, qui pouvaient partir s'ils finissaient leur tournée en avance, voient maintenant le temps restant décompté, et on leur ajoute d'autres tournées pour compléter. Les tournées avec un seul rippeur se généralisent. Cela les met en danger: personne ne peut appuyer sur l'arrêt d'urgence si le blouson du rippeur est happé avec la poubelle.

Les grévistes réclament 300 euros d'augmentation, le



paiement des pauses, deux rippeurs par camion, et des circuits de tournée sans marches arrière, car ces manœuvres viennent de causer deux morts sur le département en deux mois.

Après avoir tenté de ramasser les poubelles avec la DRH (et fait rire à leurs dépens), le directeur envoie des briseurs de grève depuis d'autres sites Urbaser (Marmande et Charleville-Mézières). Et il tente d'intimider les salariés avec huisseries et menaces de sanctions. S'y ajoute une crapulerie: les salariés avaient accepté de débloquent les camions en échange

de la levée des sanctions, mais le patron a maintenu l'assignation de certains au tribunal, sans préciser ce qu'il leur reproche.

Les éboueurs ont aussi pour adversaires les donneurs d'ordre d'Urbaser: les responsables de la Communauté d'agglomération. Le vice-président en charge des ordures, un élu radical de gauche PRG, calomnie leur mouvement en prétendant qu'ils gagnent 1 700 euros pour un rippeur et 2 100 euros pour un chauffeur (la réalité est plutôt 1 400 euros et 1 700 euros, primes comprises, après trente ans d'ancienneté). Et le député-maire PS de La

Rochelle, président de la Communauté, refuse de les soutenir, il se dit « neutre ». Les élus quant à eux tentent d'affaiblir le mouvement en demandant aux habitants de garder leurs ordures chez eux, malgré les problèmes sanitaires que cela pose.

Alors, les travailleurs d'Urbaser savent ne pouvoir compter que sur leurs propres forces et sur le soutien des leurs, les travailleurs de la région qui vivent des conditions similaires, et auxquels ils se sont adressé par tracts.

Correspondant LO

Total soigne ses « marges »

La compagnie pétrolière Total vient de publier ses résultats financiers pour le premier trimestre 2012. Son bénéfice net a reculé de 7 %, mais il se situe quand même à 3,7 milliards d'euros, pour un chiffre d'affaires supérieur à 51 milliards d'euros.

Total se réjouit par ailleurs du « rebond » de 140 % que les marges de raffinage en Europe ont connu en avril, portées, dit le groupe « par la baisse du prix du brut et une réduction de la capacité disponible sur le marché en raison de fermetures de raffineries. »

En clair, Total a payé moins cher le pétrole brut que la compagnie a acheté, tandis qu'une baisse de la production des raffineries sur la côte Atlantique lui a permis de faire « bondir » le prix de vente de l'essence et du gas-oil. Et les autres grandes compagnies pétrolières ne sont pas en reste pour ce qui est d'assurer leurs bénéfices.

Les actionnaires de Total vont donc empocher un dividende de 0,57 euro par action, grâce au racket effectué sur les consommateurs.

M.L.

TOTAL :
12 MILLIARDS DE BÉNÉFICES



• SNCF Équipement – Lyon

Une réaction tardive que tout le monde attendait

Après la mort de cinq de nos collègues depuis le début de l'année sur des chantiers de renouvellement de voie et d'installations, la CGT de Lyon a organisé une journée de grève et un forum sur la sécurité le vendredi 27 avril.

Ce rassemblement a réuni quelque 160 cheminots, et le pourcentage de grévistes a été important.

L'émotion était palpable, tout comme la colère sourde de nombre de collègues ayant côtoyé les cheminots victimes

de ces accidents. Il y eut aussi des témoignages relatant les conditions de travail quotidiennes et les risques que la direction nous fait prendre, l'un parlant de « guerre », et un autre racontant que ce sont tous les chantiers qu'il faudrait

annuler, tellement la sécurité n'y est plus respectée.

La direction locale de la CGT a annoncé que cette journée n'était que le commencement d'une série d'actions face à l'urgence de la situation.

Correspondant LO

• Continental – Clairoix (Oise)

Trois ans après, toujours mobilisés

Les travailleurs de l'usine Continental Clairoix ont fêté à leur façon le troisième anniversaire de l'occupation de la sous-préfecture de Compiègne en avril 2009, qui avait pour but de s'opposer aux licenciements programmés par ce géant mondial de l'automobile. Ce 28 avril, 130 d'entre eux étaient rassemblés aux portes de cette même sous-préfecture pour exiger de la direction internationale de Continental et de l'État le respect de leurs engagements, consignés dans des accords successifs.

Fin 2011, constat était fait que les engagements de reclassement de ceux qui allaient quitter le statut de salarié de Continental, au début 2012, n'étaient pas respectés. Les salariés, à l'issue de plusieurs manifestations organisées par leur Comité de lutte, avaient obtenu de la présidence de la République, pour l'État, et de la direction internationale de Continental des engagements de prolonger jusqu'en juillet 2012 les actions de reclassement totalement insuffisantes jusque-là.

Des moyens exceptionnels devaient être mis sur pied pour reclasser les quelque trois cents personnes non couvertes par les mesures spécifiques gagnées pour les plus âgés.

Or, début avril, le Comité de lutte finissait par mettre au jour le bidonnage total des chiffres de reclassements avancés par le prestataire chargé de cette mission, Altédia, filiale d'Adecco, numéro un mondial du travail temporaire. Au lieu des 27 reclassements en CDI sur un mois



annoncés, il n'y en avait eu que six, et les 165 personnes prétendument en contrats temporaires, devant pour la majorité déboucher sur une embauche, n'étaient en fait que 35, avec des contrats d'une journée pour certains!

Le Comité de lutte avait envoyé une lettre ouverte à Marie-Élisabeth Schaeffler, actionnaire majoritaire du groupe Continental (qui vient d'annoncer un cumul de résultats dépassant les 9 milliards d'euros en trois

ans), et à Nicolas Sarkozy, en tant que président, pour leur rappeler leurs engagements de 2009 et fin 2011. Une nouvelle mobilisation s'organisait. C'est dans ce contexte que la direction de Continental a dépêché le président de Continental France à Compiègne ce 28 avril, avec les représentants de l'État, pour une réunion visant à répondre aux exigences du Comité de lutte.

À l'issue d'une réunion orageuse, Continental et l'État ont

pris de nouveaux engagements dont la mise en forme devrait être entérinée le 4 mai au siège de Continental France, à Sarreguemines. La forte délégation des travailleurs de Continental présents le 1^{er} mai à Compiègne en a pris acte, mais tout le monde reste mobilisé, chacun ayant conscience que c'est le seul outil aux mains des travailleurs pour garantir leur avenir.

Correspondant LO

• Renault – Le Mans (Sarthe)

Un licenciement qui passe mal

Vendredi 20 avril, vers midi, la direction du département 85 de l'usine Renault Le Mans annonçait à un travailleur qu'il était licencié pour faute grave et qu'il devait quitter l'usine immédiatement, sans même sa lettre de licenciement. La direction espérait sans doute que les choses se passeraient en catimini puisqu'elle lui avait demandé de venir seul à l'entretien, chose qu'heureusement il n'avait pas faite.

Aussitôt avertie, une majorité de l'équipe du matin a arrêté le travail et attendu l'arrivée de l'équipe du soir. Du coup, au fur et à mesure qu'elle arrivait, la quasi-totalité de l'équipe du soir ne prenait pas le travail. Tout le monde était choqué de la brutalité de la direction qui voulait virer comme un mal-propre un travailleur de 57 ans avec trente ans d'ancienneté usine.

Les travailleurs des deux équipes réunies sont allés demander des comptes à la direction du département, où le responsable ressources humaines et l'assistant du chef de département se sont murés dans le silence. Puis ce fut au tour du chef du personnel de recevoir une délégation qui exprima ce que tous pensaient : le problème de fond tenait aux conditions de travail et au manque de personnel, et le licenciement était

donc démesuré.

La direction opérait alors un changement de cap : le camarade n'était plus seulement accusé d'avoir refusé d'obéir au chef et, énervé, d'avoir abandonné son poste, il y avait dorénavant une suspicion d'alcool, que la direction était totalement incapable de prouver. Cela scandalisa encore plus tous les travailleurs, qui se sentaient licenciés pour un oui

ou pour un non dès lors qu'ils craqueraient nerveusement du fait de situations invivables au travail. Et il suffirait que la maîtrise exprime une suspicion... pour se retrouver licencié!

Comme la direction refusait de changer sa position, l'équipe du soir décidait d'aller manifester dans les autres bâtiments de l'usine aux cris de « Non au licenciement! »

Lundi 23 avril le débrayage

était encore plus massif, rejoint par plusieurs dizaines de travailleurs venus d'autres secteurs de l'usine. Plusieurs délégations furent reçues, par le chef du département 85, par le directeur lui-même et à nouveau par le chef du personnel. Malgré les preuves apportées sur les affirmations mensongères de la maîtrise grande et petite, la direction n'a pas voulu se déjuger sur le licenciement. Mais, grâce à

l'action de tous ses camarades, le travailleur licencié partira dans de bien meilleures conditions financières, notamment par rapport à sa retraite future.

Deux jours de grève pour un licenciement, la direction du 85 y regardera certainement à deux fois avant de tenter un autre mauvais coup.

Correspondant LO

• Toyota – Onnaing-Valenciennes

Non aux suppressions d'emplois!

En octobre 2011, 800 intérimaires avaient été recrutés, dans la perspective de la production d'une troisième version de la Yaris. La direction s'en était félicitée, à grand renfort d'articles de presse élogieux.

Cependant les ventes en Europe ne semblent pas à la hauteur des prévisions. Comment pourrait-il en être autrement, alors que tous les pays se sont engagés dans des plans d'austérité qui pèsent sur les travailleurs aux salaires modestes, acheteurs potentiels de ce type de voiture.

Maintenant Toyota



s'apprête à se débarrasser, fin juin, d'au moins 500 de ces travailleurs intérimaires, plutôt que de prendre sur les profits actuels de l'entreprise et ceux qui ont été accumulés depuis des années.

Non seulement c'est injuste et inhumain – comment ces

travailleurs, souvent jeunes, feront-ils pour payer leur loyer et même se nourrir? – mais cela contribue à aggraver la crise et conduire vers une grave récession. Alors, non aux suppressions d'emplois! Que les actionnaires, comme ceux de Toyota, prennent sur

leurs profits pour payer les salaires!

Et si l'on va vers moins de production, eh bien que le travail soit partagé! Cela ne pourra qu'être bénéfique pour la santé des ouvriers et des employés.

Correspondant LO

• Louvre Hôtels La direction a cédé !

En grève depuis le 20 mars 2012, les femmes de chambre et les gouvernantes de la société Deca France IDF1, sous-traitant des hôtels Campanile et Première classe du pont de Suresnes, dans les Hauts-de-Seine, et une partie des salariés en interne, ont fait reculer leur donneur d'ordre.

La société Louvre Hôtels, deuxième groupe hôtelier en France, qui exploite les hôtels-restaurants sous les enseignes Campanile, Première classe, Kyriad et Golden tulip, a dû céder face à la détermination des grévistes.

Durant trois semaines, quasiment aucun client n'est rentré dans les hôtels du pont de Suresnes. Et pour cause : sans le travail indispensable du personnel, les chambres étaient difficilement louables. Les salariées, la plupart d'origine africaine et pour qui c'était leur première grève, ont obtenu la fin du paiement à la chambre avec la mise en place d'une pointeuse pour un paiement à l'heure, ainsi que la diminution des cadences. Elles devaient faire quatre chambres à l'heure pour le Campanile et 4,25 chambres à l'heure pour le Première classe. Embauchées initialement à temps partiel, elles ont obtenu une augmentation de 26 heures garanties chaque mois ; une revalorisation de près de 100 euros de leur salaire mensuel, dont 56 euros de prime de panier et 11 euros de frais d'entretien des tenues ; la suppression de leur clause de mobilité ; le paiement de 50 % des jours de grève, les autres 50 % étant récupérés.

Les salariés de Louvre Hôtels de leur côté ne sont pas en reste, puisqu'ils améliorent leur classification dans la grille des salaires des hôtels-café-restaurants et obtiennent des augmentations de leur mensualisation garantie.

Le groupe Louvre avait les moyens de céder puisque les hôtels de pont de Suresnes leur ont rapporté un résultat net de 1,3 million d'euros en 2011. Mais pour en arriver là, il a fallu toute la détermination des grévistes.

Correspondant LO

• Technicolor – Rennes et Angers

La lutte continue !

Mardi 24 avril, 500 travailleurs du groupe Technicolor (ex-Thomson) venant des centres de Rennes, Angers et Issy se sont à nouveau retrouvés pour manifester ensemble contre les projets de la direction, cette fois à Rennes. Ce groupe, contrôlé par de grandes banques européennes, verse chaque année des sommes colossales, plus de cent millions d'euros, à ces mêmes banques au titre d'une dette dont le taux usuraire frôle les 10 %. C'est pour maintenir ce flux financier que la direction du groupe tente de faire payer les travailleurs.

À Rennes et Issy, elle a commencé par présenter au début de l'année un plan de licenciements prévoyant la suppression de plusieurs dizaines de postes. Mais en mars elle a proposé aux salariés rennais de ne leur imposer aucun licenciement contraint, en contrepartie d'une augmentation du temps de travail de douze jours. Elle a expliqué dans le même temps qu'elle cherchait en fait à diminuer le coût horaire du centre de Rennes, pour mieux le positionner par rapport à ses autres centres aux États-Unis ou aux Pays-Bas. En bref, elle tente le chantage habituel à la compétitivité et la mise en concurrence des travailleurs entre eux. Mais dans la course au moindre coût les travailleurs sont toujours perdants.



Ceux de Continental, comme bien d'autres, en ont fait l'amère expérience.

D'autant que la direction du groupe a confirmé sa volonté de chercher un partenaire pour sa branche décodeurs numériques, qui concerne la moitié du centre rennais et l'usine d'Angers. Quels sont exactement les projets de la direction ? Impossible de le savoir, du fait du secret des affaires. La direction joue toujours un coup d'avance. Elle a ainsi pu préparer depuis des mois la mise en redressement judiciaire de son usine d'Angers, la dernière en Europe, qui emploie encore 350 travailleurs. Son objectif est, grâce au redressement judiciaire, de procéder au démantèlement de l'usine au moindre coût. Elle espère faire l'économie des indemnités légales de licenciement

(qui seraient prises en charge par un fonds de garantie des employeurs, l'Association pour la garantie des salaires) et éviter de verser des primes supralégales pour préjudice moral et financier que les salariés seraient en droit de toucher pour les vingt, trente, quarante années d'ancienneté. Après trente ans d'ancienneté, il faut vivre avec 1 360 euros net car les salaires sont payés au niveau du smic. Il n'y a que la prime d'ancienneté pour faire la différence.

N'empêche que la mobilisation des travailleurs a en partie déjoué les plans de la direction. Les manifestations communes entre les différents centres de Technicolor ont fini par être relayées dans les médias nationaux et des responsables des équipes de campagne des deux principaux candidats ont dû, au

moins pour la forme, s'intéresser à ce dossier. À Angers, la mobilisation a repris dès le mercredi 2 mai pour exiger de Technicolor qu'il assume ses responsabilités sociales : soit Technicolor apporte ou laisse de la production à Angers, soit Technicolor s'engage à verser une prime de préjudice moral et financier à la hauteur de 1 500 euros par année d'ancienneté quelle que soit la cause des départs, par un licenciement ou vers un repreneur, avec dans ce cas une garantie de reprise de cinq ans chez le nouvel employeur !

La mobilisation doit maintenant continuer et même s'amplifier. Et rendez-vous a été pris pour une prochaine manifestation commune le 31 mai, à Angers cette fois.

Correspondant LO

• Municipalité de Bourges

Des employés en colère

Le maire de droite de Bourges vient de reculer face à la colère des employés municipaux. Au début de l'année, il avait décidé d'opérer des retenues sur les primes des employés ayant eu des absences, y compris pour maladie ou pour enfant malade.

C'est sur la paye de mars que les retraits ont été effectués, avec effet rétroactif. Certains ont vu leur salaire amputé de 100, 150, voire même 400 euros ou plus. Ces retraits ne pouvaient que soulever colère et indignation, d'autant qu'ils s'ajoutaient

à la mise en place, à partir d'avril, du retrait du jour de carence décidé par le gouvernement. Il n'était donc pas question d'accepter !

Plusieurs débrayages, de plus en plus suivis, ont été organisés par les syndicats. Le lundi 16 avril, plusieurs centaines d'employés ont exprimé leur colère devant la mairie et à l'intérieur des locaux, mais impossible de rencontrer le maire. Comme il déjeunait dans une brasserie du centre-ville, ils sont allés interrompre son repas. Le maire a alors fixé un rendez-vous aux syndicats, tout en

annonçant qu'il ne lâcherait rien. Cela n'a fait qu'attiser la colère. Les débrayages quotidiens ont continué, rassemblant toutes les catégories de personnel. Les cantines n'ont pas fonctionné certains jours, le personnel des piscines était aussi dans le mouvement, ainsi que les éducateurs sportifs. Les pancartes portaient des inscriptions comme « Je n'ai pas le droit d'être malade, mes enfants non plus » ou « Si je ne meurs pas de maladie, je mourrai de faim ». Le vendredi 20 avril, encore plus de monde était mobilisé. Quand les syndicats sont venus annoncer

que le maire devait consulter les textes juridiques, des sifflés et des huées ont accueilli cette déclaration.

Le mardi suivant, lors de l'inauguration du festival du Printemps de Bourges, des manifestants sont allés « accueillir » les personnalités avec leurs slogans et leurs pancartes, et le lendemain le maire revenait sur sa décision. Il annonçait le remboursement des sommes prélevées et ne retirait la prime que sur les deux premiers jours d'absence.

Correspondant LO

• Groupe ArcelorMittal

Production et bénéfices en hausse... emplois en berne

Une production de charbon en hausse à 8,3 millions de tonnes en 2011 contre 7 l'année précédente; de minerai de fer de 54,1 millions de tonnes contre 48,9; d'acier brut de 92 millions de tonnes contre 91; un produit des ventes de 94 millions contre 78 : tous les chiffres publiés par ArcelorMittal pour son bilan 2011 sont à la hausse. Même le résultat d'exploitation, ce que les financiers appellent dans leur jargon l'EBITDA, est en hausse de 18,7 %, à plus de 10 millions de dollars.

Ces bons résultats n'empêchent nullement ArcelorMittal de prévoir de nouvelles fermetures. Ainsi au Luxembourg, à peine venait-il de signer avec les syndicats luxembourgeois et le gouvernement un accord tripartite Lux2016, qu'il annonçait la réduction d'activité de l'usine de Dudelange avec une fermeture d'une ligne d'électro-zingage, l'autre étant fortement ralentie. Bref, de nouvelles suppressions d'emplois en vue.

Pour Florange, l'avenir du site est de plus en plus sombre. Le groupe vient d'annoncer un transfert de production du packaging de 15 000 tonnes de Florange vers Liège. Quant à la remise à feu des hauts fourneaux (l'un est arrêté depuis juin 2011, l'autre depuis septembre 2011), tout indique que l'arrêt sera prolongé... après le deuxième tour des présidentielles.

D'ailleurs, ces arrêts

d'installation rapportent de l'argent au numéro un mondial de l'acier. Rien qu'en 2011 pour Florange, l'arrêt des hauts fourneaux a permis au groupe de gagner 10,8 millions d'euros par la revente des « droits à polluer », les quotas de CO₂ dont bénéficient les industriels.

La vie est bien faite pour les patrons : car, dans cette société où tout s'achète et tout se vend, y compris la pollution, ils peuvent vendre les tonnes de CO₂ qu'ils n'ont pas rejetées dans l'atmosphère. Quant aux salaires, ils sont parfois payés par l'État par le biais de l'APLD, dans le cadre des accords de chômage partiel. Et ainsi, entre 2005 et 2010, le groupe aura gagné plus d'un milliard de dollars... en arrêtant ses installations. Un vrai monde de fous !

Tous ces chiffres montrent que la fermeture des installations en Europe, à Florange, à



Liège, au Luxembourg ou en Espagne, comme le chantage effectué par ArcelorMittal en Algérie ne sont justifiés par

rien d'autre que faire croître des bénéfices qui sont en hausse chaque année.

Étienne HOURDIN

Les conseils d'un ancien préfet de Mitterrand et Chirac

Jacques Chérèque, le père de l'actuel dirigeant de la CFDT, qui fut en son temps le numéro deux de la CFDT avant d'être nommé préfet de la reconversion industrielle par Mitterrand et reconduit par Chirac en 1986, est très fier de la reconversion du bassin de Pompey.

Lors de sa visite au « village gaulois » installé par les syndicats pour dénoncer la mise à l'arrêt des hauts fourneaux de Florange, il a

déclaré : « *Aujourd'hui, le bassin compte une fois et demie ce qu'il comptait à l'époque de salariés.* » Et de rajouter : « *Quand on regarde l'histoire d'Arcelor, c'est la défaite de la sidérurgie européenne, vis-à-vis d'un magnat financier indien* », une façon d'oublier les Wendel bien de chez nous qui ont saccagé la sidérurgie bien avant Mittal, et à une tout autre échelle. Dénoncer un « financier indien » est une manière de ne pas dénoncer la gestion capitaliste des entreprises, pour laquelle seuls

comptent les profits des actionnaires, quelle que soit leur origine.

Pour Chérèque, « *rien ne se décidera dans les deux mois. Un temps nécessaire pour décompresser la lutte des syndicats. Là, ils donneront un signal au gouvernement français. L'objectif ensuite sera de se réunir autour de la table avec les élus, les représentants régionaux et européens.* » Comme si cela pouvait permettre de défendre l'emploi des travailleurs de la sidérurgie, des sous-traitants et de

toute la population du bassin !

En fait, le seul objectif réaliste pour les travailleurs, c'est d'imposer à Mittal le maintien en activité de tous les sites industriels, le maintien de tous les emplois. Cela ne peut s'obtenir que par la mobilisation de toute la population. Mais Jacques Chérèque continue le boulot commencé dans les années 1980 : appeler à « *décompresser la lutte* ».

E. H.

• Centrale nucléaire de Cattenom (Moselle)

Fin de la grève des travailleurs de SPIE-DEN

Après une grève de onze jours, soutenue par la CGT, les travailleurs de l'entreprise sous-traitante SPIE-DEN de la centrale nucléaire de Cattenom en Moselle ont repris le travail. Très jeunes, la moyenne d'âge est de 27 ans, et venant de très loin, ils se sont mobilisés contre leurs conditions de vie, de travail et de salaire pendant près de deux semaines.

Même s'ils n'ont pas obtenu tout ce qu'ils voulaient, ils ont fait plier en partie la direction de SPIE-DEN sur l'indemnité de grand déplacement, des primes complémentaires de poste de dimanche et de nuit, ou bien sur l'indemnité kilométrique qui elle aussi augmente.

Les retenues pour grève seront étalées un jour par mois sur mai, juin et juillet, le reste étant pris sur les heures

de modulation. C'est dire que les pertes financières seront minimales.

Tout au long de la grève, les travailleurs de SPIE-DEN ont multiplié les blocages et les opérations escargot à l'entrée de la centrale, provoquant de gros bouchons. Ils ont rencontré la sympathie de la majorité du personnel, solidaire de ce que vivent les sous-traitants.

Ces jeunes se retrouvent parfois à deux, voire trois, dans des chambres de foyer de 10 m², car il manque des logements pour les sous-traitants, très nombreux lors des arrêts de tranche. Ils sont parfois absents de chez eux plusieurs semaines d'affilée. EDF a sous-traité la majorité des activités de maintenance et d'entretien des centrales nucléaires à des entreprises sous-traitantes, qui envoient les travailleurs dans les centrales au gré des besoins. Avec une grande improvisation en

ce qui concerne les logements, les vestiaires, les parkings... et des salaires qui, d'appel d'offres en appel d'offres, sont tirés vers le bas.

Avec 200 millions de bénéfices l'an dernier pour SPIE et un bénéfice net triplé pour EDF à trois milliards d'euros, les industriels du nucléaire ont

tout à fait les moyens que les sous-traitants ne soient pas mal traités. Mais il faudra le leur imposer.

E. H.

• Cartonnerie de Bernos – Beaulac (Gironde) Grève pour les salaires

Entre le 5 et le 23 avril, 90 % des ouvriers de la cartonnerie de Bernos-Beaulac, près de Langon, ont débrayé deux heures par jour pour réclamer que les salaires rattrapent le niveau de la hausse des prix. Les débrayages étaient suivis dans les sept autres usines du groupe.

L'entreprise emploie 146 personnes au total, dont 80 à la production. Elle appartient maintenant à la société Saica Pack qui, dans la cartonnerie, emploie 1 140 salariés en France et plus de

5 000 en Europe. Son chiffre d'affaires en 2012 a dépassé les 269 millions d'euros. Tout ce que proposait la direction générale, c'est 0,3 % au titre du rattrapage 2011. Pour l'année 2012 ses propositions étaient de 0,8 % d'augmentation en juillet et un royal 0,3 % en fin d'année... en fonction des résultats d'exploitation ! En clair, leurs profits passent avant les salaires, qui stagnent entre 1 400 et 1 800 euros en moyenne.

Finalement, la direction a reculé et proposé un

rattrapage des salaires sur 2011 de plus 0,5 %, avec rétroactivité, et une augmentation de 1,5 % au 1^{er} avril. Une réunion est prévue en décembre prochain pour examiner le niveau de l'inflation par rapport aux augmentations accordées sur 2012.

Même s'ils n'ont pas obtenu tout ce qu'ils demandaient, les travailleurs de la cartonnerie savent que ce qu'a lâché la direction ne l'a été que grâce à leur action largement suivie sur tous les sites.

Correspondant LO

• Espagne

Des centaines de milliers de manifestants disent non aux sacrifices qu'on veut leur imposer

En Espagne à l'occasion du 1^{er}-Mai, les travailleurs ont pris une nouvelle fois la parole pour dire non aux mesures antisociales du gouvernement Rajoy. La presse parle de centaines de milliers de personnes dans les rues de quelque 80 villes. C'était un peu moins que le 29 mars, lors d'une journée de grève générale convoquée par les syndicats. Mais il faut aussi, pour évaluer l'ampleur de la mobilisation actuelle, tenir compte du fait que, deux jours plus tôt, le 29 avril avait été l'occasion de manifestations rassemblant déjà des centaines de milliers de personnes.

Ce 1^{er}-Mai exprime une colère populaire, accumulée depuis des années d'attaques contre le monde du travail. Toutes les classes populaires subissent les conséquences d'un chômage qui touche plus de 5,6 millions de travailleurs. Et la récente annonce d'une future hausse de l'IVA (la TVA espagnole), qui se traduira inévitablement par une hausse des prix, a suscité d'autant plus de mécontentement que le chef du gouvernement s'était engagé à ne pas prendre cette mesure.

Face à des attaques redoublées...

Il est certain que le gouvernement du dirigeant socialiste José Luis Zapatero, qui a laissé place en novembre à celui de Rajoy, avait déjà remis en cause de multiples acquis des travailleurs et des classes populaires. Mais le rythme s'est accéléré avec l'arrivée d'une droite réactionnaire et arrogante.

La récente « réforme » du droit du travail s'est non seulement traduite par la baisse du coût des licenciements pour les employeurs, mais ceux-ci ont en plus la possibilité de licencier à leur guise. Un salarié peut perdre son emploi pour le simple motif qu'il a eu plus de vingt jours d'arrêt maladie. La porte est ouverte aux baisses de salaires non négociées. Le droit d'embaucher et licencier sans engagement ni contrepartie se traduit par l'extension, sans limite légale, du recours aux contrats précaires.

La classe ouvrière espagnole

— ceux qui ont un emploi, ceux qui n'en ont plus, voire ceux qui n'ont plus d'espoir d'en trouver un durable — vit dans l'angoisse.

La situation s'aggrave encore si l'on tient compte du dramatique démantèlement des services publics entrepris aussi bien par le gouvernement central que par les autonomies régionales (qui ont plus de pouvoir que les Régions en France).

En même temps que le gouvernement central met, au nom d'un « équilibre budgétaire » nécessaire à la reprise économique, tous ses moyens au secours des financiers, il exige des gouvernements dits régionaux qu'ils cessent d'être déficitaires. C'est dans cette optique que les dirigeants nationaux et régionaux du Parti populaire (PP) s'en prennent systématiquement à tous les services publics, et, en premier lieu, à la santé et à l'enseignement.

Cette évolution, déjà commencée dans les années où le PSOE (Parti socialiste) était au gouvernement, s'accélère et s'accroîtra encore si la crise



Les manifestants de Madrid, le 29 avril dernier.

continue et si rien n'arrête ceux qui tiennent les rênes de la société.

La presse n'en finit pas d'annoncer que l'accès gratuit aux soins dans les centres de santé et à l'hôpital est menacé. C'est déjà la réalité pour quelque 150 000 immigrants. Mais cette situation touchera aussi d'autres secteurs de la population. De plus — et là l'émotion est grande —, les médicaments seront payants pour de nombreuses catégories qui y avaient jusqu'alors gratuitement accès. Ces mesures, allant de pair avec la fermeture de centres de santé de proximité, soulèvent beaucoup d'indignation et conduiront à des renoncements de soins. Et tout cela sans compter les limitations

des remboursements de soins de toutes sortes, et la réduction des crédits concernant l'aide à la dépendance.

En ce qui concerne l'éducation, Rajoy annonce pour l'année scolaire 2012-2013 des réductions d'effectifs dans le personnel enseignant qui se traduiront par une hausse des effectifs par classe, à tous les niveaux de la scolarité, ainsi que la généralisation de l'emploi précaire pour le personnel enseignant. Par ailleurs, les droits d'inscription à l'université pourraient passer de 950 euros à 1 490 euros pour l'année scolaire à venir.

... Il faudra s'en prendre aux vrais responsables

Le gouvernement se justifie en expliquant qu'il faut payer la dette. Selon lui, cette dette serait due au gaspillage des administrations locales et, osent-ils dire, aux trop nombreuses mesures d'assistance aux classes pauvres, aux chômeurs et aux jeunes. C'est une imposture. Mais le problème est que, — l'histoire des dernières années le montre — les ordres auxquels obéissent les gouvernements viennent de beaucoup plus haut, de la classe capitaliste. Ils ne viennent pas, comme le disent les dirigeants socialistes

ou ceux des syndicats qui n'ont rien fait quand Zapatero était au pouvoir, de la trop grande soumission de Rajoy à Merkel, comme si la cause du mal venait de la politique européenne et du diktat des dirigeants politiques de l'Allemagne.

C'est faire mine d'ignorer que les diktats auxquels se soumet l'actuel gouvernement de droite, le leader du Parti populaire, Mariano Rajoy — tout, comme ceux auxquels s'est plié l'ex-chef du gouvernement José Luis Zapatero — viennent des grands groupes capitalistes, et des banquiers qui partout sèment la misère. C'est à eux qu'il faudra demander des comptes pour protéger le sort des classes populaires. Beaucoup de travailleurs, de jeunes, de militants ont conscience que les manifestations, si nombreuses soient-elles, ne suffiront pas à les faire reculer. Beaucoup ressentent que la crise qui continue de s'aggraver va obliger le monde du travail à des luttes plus difficiles. Mais si le mécontentement et la volonté de ne pas baisser les bras existent, les classes populaires n'ont pas encore repris confiance dans leur capacité de changer le cours des choses.

Henriette MAUTHEY

AUSTÉRITÉ EN ESPAGNE



• Portugal

Droite ou gauche, la même austérité

Au Portugal, touché de plein fouet par la crise, les manifestants du 1^{er}-Mai étaient nombreux à protester contre l'austérité imposée par le gouvernement de droite. En effet, tandis que l'économie s'enfonce dans la récession, toutes les classes travailleuses plongent dans la misère.

Le chômage n'a jamais été aussi élevé. Chaque jour

1 500 nouveaux travailleurs sont mis au chômage. Le Bureau international du travail souligne que le Portugal a le triste privilège de venir troisième position pour le travail précaire, derrière la Pologne et l'Espagne.

Les coupes dans la fonction publique commencent à avoir des effets dramatiques sur l'emploi : le chômage des

enseignants a progressé de 225 % en deux ans, et les fermetures de postes prévues à la rentrée 2012 vont encore aggraver la situation. De nombreux enseignants sont en « horaire zéro », pas encore licenciés mais déjà sans poste. Les classes sont plus chargées, l'échec scolaire s'amplifie et les jeunes qui abandonnent l'école sont de plus en plus nombreux.

La situation la pire est celle des vieux travailleurs, dont les pensions moyennes s'établissent à 477 euros pour les retraités et 392 euros pour les invalides. Il est bien loin le temps où le coût de la vie était deux fois moins élevé qu'en France ou en Allemagne. Les prix sont maintenant du niveau européen, tandis que salaires et pensions ont gardé le retard du

Portugal d'autrefois.

Après avoir vécu les plans d'austérité du précédent gouvernement socialiste, ce sont les coups de la droite que la population subit désormais. En fait c'est la politique de la bourgeoisie qui lui est imposée, quelle que soit la couleur politique des gouvernants qui la met en œuvre.

Vincent GELAS